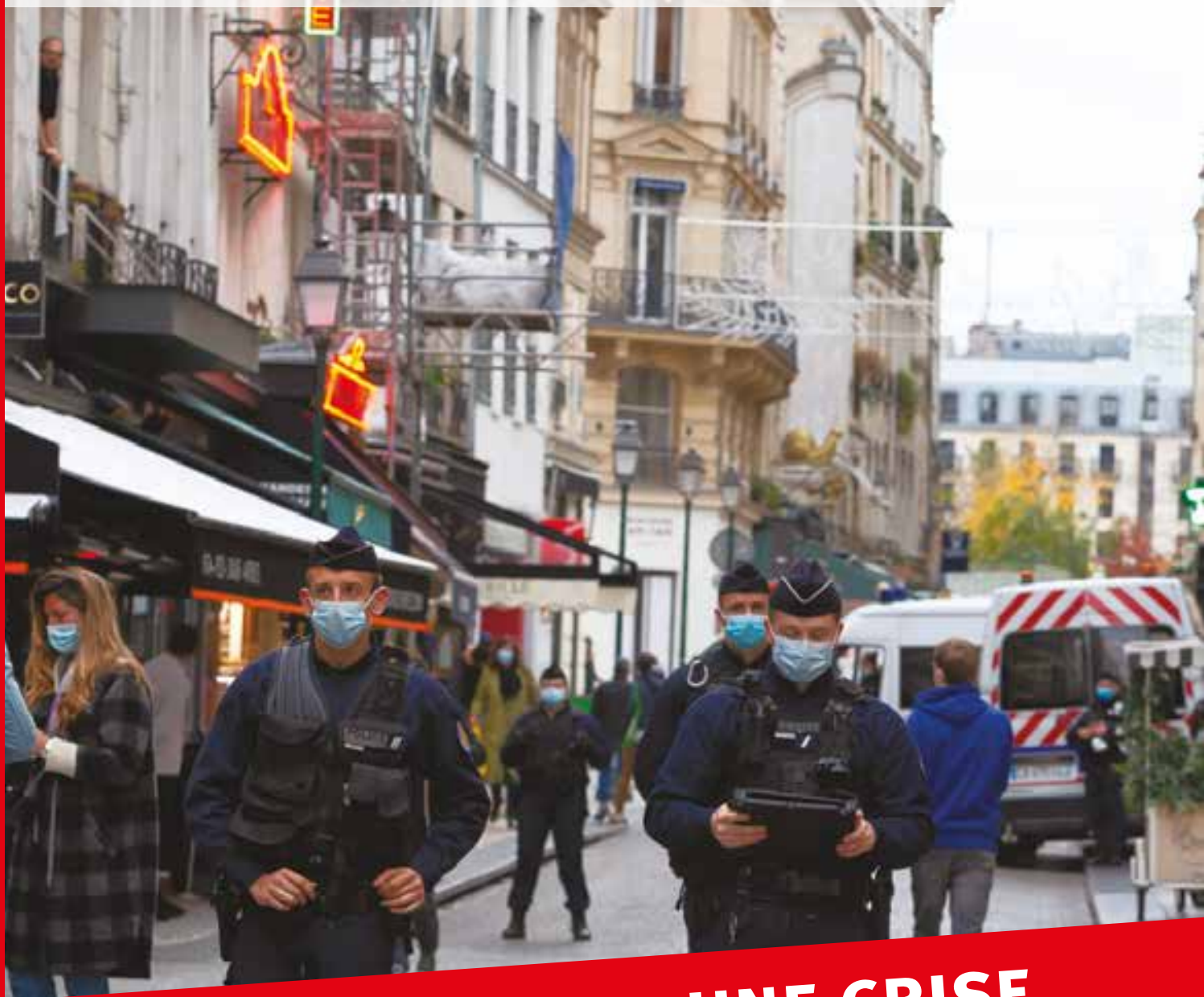


*l'Anti*capitaliste

N°123 | FÉVRIER 2021 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



CORONAVIRUS : UNE CRISE MONDIALE DU CAPITALISME



**RÉDUIRE ET PARTAGER LE
TEMPS DE TRAVAIL : BIEN PLUS
QU'UNE REVENDICATION !**



**ALGÉRIE : LE HIRAK, UNE
INSURRECTION POPULAIRE
PRÉLUDE À UNE RÉVOLUTION !**



**COMMUNE(S), DE QUENTIN
DELUERMOZ**

EDITORIAL

Antoine Larrache La lutte contre les licenciements, ce qui est à notre portée **P3**

PREMIER PLAN

Christine Poupin

Réduire et partager le temps de travail : bien plus qu'une revendication ! **P4**

Un syndicaliste RATP RATP : le syndicalisme dans la grève pour les retraites et face aux mutations de l'entreprise **P6**

Huarcaya et JB Thomas

Cuba entre pressions US, réformes économiques et Covid 19 **P8**

Diane Feeley États-Unis : comment ont évolué les deux partis du capital **P10**

Mina Kherfi L'État français et la Kanaky **P12**

Hocine G Algérie : le Hirak, une insurrection populaire prélude à une révolution ! La répression comme outil de sécurité préventive **P14**

DOSSIER

Julien Salingue Face à la pandémie, un an de faillite des gouvernements et des institutions capitalistes **P17**

Commission nationale écologie du NPA

Crise sanitaire, crise écologique, crise globale, inégalités Nord/Sud **P19**

Pierre Rousset Covid-19 : comment combattre la pandémie ? **P22**

Notes autour d'un va-et-vient entre l'Asie et l'Europe **P22**

Gérard Chauat Vaccins : faire face à la logique capitaliste **P26**

Sandrine Caristan Big pharma :

Le médicament n'a pas vocation à être rentable **P28**

Henri Wilno Un souffle pestilentiel répandu sur la civilisation et l'humanité **P30**

LECTURES

Camille Nashorn Commune(s), de Quentin Deluermoz **P33**

Henri Wilno La finance autoritaire — Vers la fin du néolibéralisme **P35**

FOCUS

Paul Feltman Grandpuits : « faites comme nous, battez-vous contre les plans sociaux ! » **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :

La police effectue des contrôles, demandant les attestations de déplacement dérogatoires, rue Montorgueil, Paris, 30 octobre 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



Cortège des étudiants, manifestation des travailleurs de l'éducation nationale et des étudiants, Paris, 2 janvier 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société editrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 01 48 70 42 22

Fax : 01 48 59 23 28

Mail : rotoimp@wanadoo.fr

La lutte contre les licenciements, ce qui est à notre portée

PAR ANTOINE LARRACHE

L'emploi est une question cruciale dans le cadre de la crise sanitaire et sociale que nous vivons actuellement. 900 000 emplois ont été détruits en 2020, 804 PSE ont été initiés entre mars et décembre 2020, concernant 84 000 ruptures de contrat, les services publics suppriment des postes par dizaines de milliers.

D'ici fin 2021, selon l'OFCE, le taux de chômage devrait augmenter à 10,6% et 180 000 suppressions d'emplois seraient causées par des faillites.

Les chiffres rassurants du gouvernement concernant le chômage masquent le fait que la proportion de chômeurs/ses qui ne sont pas inscrits à Pôle emploi est en constante augmentation. Lorsque les dispositifs de chômage partiel (2,9 millions de salariéEs touchés en novembre dernier...) et les aides sociales seront réduits puis annulés, lorsque les expulsions locatives reprendront, alors on franchira sans aucun doute un pas supplémentaire dans le développement de la misère, déjà bien présente.

Les mobilisations face à cette situation sont difficiles. La raison fondamentale est que les salariéEs qui sont les premières victimes des suppressions de postes sont les moins organiséEs. De plus, la dégradation des rapports de forces, sur le plan militant comme sur le plan du droit du travail, permet aux patrons d'utiliser de nombreux dispositifs pour supprimer des postes sans licencier. Les licenciements économiques ne représentent que 2% des suppressions d'emplois, noyés dans les ruptures conventionnelles individuelles ou collectives, les licenciements pour faute, les démissions sous pression ou pour d'illusoire projets personnels, les faillites de filiales, les départs en retraite anticipée avec des primes tentantes mais pourtant bien faibles, sous la pression des accords de performance collective.

En conséquence, dans toutes les entreprises menacées de suppressions de postes, une part importante des salariéEs se résignent à partir dans le cadre de PSE ou autres, encouragés par des syndicats en accord avec les directions d'entreprises.

DANS CE CONTEXTE DIFFICILE, DES LUTTES SONT TOUT DE MÊME MENÉES

Des rassemblements, des manifestations, des débrayages ont eu lieu dans un grand nombre d'entreprises et régions. On peut citer Michelin (63), Renault, Sumpar (76), sous-traitant de Safran, Verrillia (16), Sanofi, Cogevi (51), L'Équipe, Prestalis, plusieurs importantes enseignes du secteur du commerce, et les TUI.

Des équipes syndicales qui partagent l'envie de lutter, ont entrepris de se regrouper, derrière les TUI. Elles ont cherché à essaimer et à préparer la manifestation du 23 janvier dernier à Paris. La grève à Grandpuits a été un encouragement.

Cette manifestation a eu un résultat numérique certes limité, avec quelque 2 000 personnes, en comparaison avec la manifestation de 2001 qui en avait regroupé 20 000 à l'initiative des LU-Danone. Ce n'est pas dû à la nature de l'initiative mais aux difficultés de la situation : à part à Total Grandpuits, il n'existe pas à cette étape de mobilisation massive contre les licenciements, de grève. La manifestation a été perçue très positivement par ceux qui en ont pris l'initiative. Il s'agissait d'une première étape, d'un premier succès à transformer.

NOTRE ORIENTATION POUR AVANCER COMBINE DIFFÉRENTS NIVEAUX

Le premier est la tentative de construction de mobilisation contre les suppressions d'emploi, quelle que soit leur forme : refuser les licenciements, les suppressions de postes, les fermetures de sites, mais aussi la casse des outils de production, des services publics et l'augmentation des cadences de travail.

Le second niveau est le développement de revendications unifiantes, d'un programme d'autodéfense du monde du travail, en particulier de partage du temps de travail et d'augmentation des salaires : la revendication classique d'échelle mobile des salaires et des heures de travail, travailler moins, sans perte de salaire, pour travailler touTEs. Les 28 heures hebdomadaires permettraient d'éradiquer le chômage. Ces revendications se combinent avec celles de l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, la réquisition des entreprises qui licencient, en particulier celles qui versent des dividendes, reçoivent des subventions publiques et licencient, et avec celle de la reconversion sans perte d'emploi des entreprises qui ne peuvent plus continuer à produire pour des raisons économiques ou écologiques, après inventaire et sous contrôle des travailleurEs eux-mêmes.

Le troisième niveau est la reconstruction de mobilisations des chômeurs et précaires, en lien avec la question du partage du temps de travail et de l'assurance chômage. Nous devons encourager la reconstitution de collectifs locaux, en partant des agences Pôle emploi, d'intérim et autres.

Enfin, il faut faire de la bataille pour l'emploi une affaire politique, qui montre les contradictions de la situation : un gouvernement prêt à lâcher des milliards d'aides aux patrons mais qui ne donne pas un sou aux salariéEs, aux jeunes, à touTEs celles et ceux que l'accélération de la crise sociale par la pandémie plonge dans la misère et condamne aux banques alimentaires ou aux expulsions de leurs logements. Ou qui pousse certainEs à aller travailler au risque de leur santé et celle de leurs proches, en l'absence d'une réduction drastique du temps de travail qui ralentirait la circulation du virus et permettrait de lutter à la fois contre la pandémie et contre le chômage. □

Rassemblement des raffineurs en grève contre la fermeture du site de Grandpuits, 27 janvier 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Réduire et partager le temps de travail : bien plus qu'une revendication !

PAR CHRISTINE POUPIN

La réduction et le partage du temps de travail est, ou devrait être, au cœur de tout programme de lutte liant les urgences sociales et écologiques.

En effet, face au chômage et à la précarité il est urgent de partager le travail entre touTEs. Face à la dégradation des conditions de travail et pour avoir du temps libre, il faut travailler moins durement, moins longtemps. La lutte contre le changement climatique exige de produire et donc de travailler moins et autrement pour répondre aux besoins sociaux réels. Pour toutes ces raisons, la réduction et le partage du temps de travail est, ou devrait être, au cœur de tout programme de lutte liant les urgences sociales et écologiques.

UNE LONGUE HISTOIRE

Le temps de travail est l'enjeu de la lutte entre capital et travail depuis plus d'un siècle et demi, d'abord sous la forme de la journée de huit heures. L'AIT (première organisation internationale) adopte ce mot d'ordre en 1866. C'est pour les huit heures que des centaines de milliers de travailleurs/ses se mettent en grève et manifestent aux États-Unis le 1^{er} mai 1886. À Chicago, la lutte est particulièrement forte, elle fait face à une répression féroce, manifestantEs tuÉEs et blessÉEs, condamnation à mort de cinq syndicalistes libertaires « pour l'exemple ». En 1889 la III^{ème} Internationale fait du 1^{er} Mai la journée mondiale de lutte pour la réduction de la journée de travail à huit heures. En France, le 1^{er} mai 1891 reste dans les mémoires pour le massacre de Fourmies : la police tire sur la manifestation pacifique d'ouvrierEs du textile clamant « *c'est les 8 heures qu'il nous faut* », faisant 9 mortEs et 35 blessÉEs, majoritairement des jeunes femmes. Il faudra encore près de vingt ans de combats marqués par de violentes répressions pour qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, par peur d'une grève générale (encouragée par

la révolution russe), la loi des huit heures soit votée en 1919.

Par la suite, le débat se déplacera sur la durée hebdomadaire.

Les 40 heures, ainsi que deux semaines de congés payés, seront imposées par les grèves massives qui suivent la victoire du Front populaire en 1936. Mais très vite, avec la guerre et le régime de Vichy, la durée réelle du travail augmente sensiblement (multiplication des heures supplémentaires mal payées, six jours et jusqu'au 60 heures hebdomadaires). Si les 40 heures sont formellement rétablies en 1946, la durée effective est bien supérieure et ne baissera qu'à partir de 1963 pour n'atteindre les 40 heures qu'au début de la décennie 80. Dans cette période, la réduction du temps de travail est quasi absente des cahiers de revendications comme des grèves. En 1982, la semaine de 39 heures et la cinquième semaine de congés payés seront instaurées. En 1998 les lois Aubry mettront en place les 35 heures. Mais l'intensification du travail, l'exclusion des petites entreprises et la non-limitation des heures supplémentaires non seulement en réduisent l'impact, même si des emplois ont effectivement été créés, mais rendent les salariéEs méfiantEs à l'égard d'une réduction du temps de travail qui se traduit pour beaucoup par une dégradation des conditions de vie et de travail.

CONTRE LE CHÔMAGE : PARTAGER LE TRAVAIL

À noter que la lutte pour les huit heures de travail mentionnait également huit heures de sommeil et huit heures de loisirs, revendiquant ainsi le droit au repos et le droit de faire autre chose de sa vie. Depuis, l'enjeu s'est en grande partie déplacé sur le terrain du droit au travail et de la lutte contre le chômage. C'est cette préoccupation qu'on retrouve

en 1938, dans le *Programme de transition* sous la plume de Trotsky : « *Contre le chômage, tant structurel que conjoncturel, il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre de travaux publics, celui de l'échelle mobile des heures de travail.* » Il s'agit de « *lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par les engagements mutuels de la solidarité* ». Comment ? « *Le travail disponible doit être réparti entre tous les ouvriers existants, et cette répartition doit déterminer la longueur de la semaine de travail* ». La mesure est complétée par l'exigence du maintien intégral du salaire et de son indexation sur les prix.

Aujourd'hui, comme hier, il est indispensable de « *lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas* » pour reconstruire le rapport de force tant le chômage de masse est une arme puissante aux mains des capitalistes pour faire accepter tous les reculs, que ce soit à l'échelle d'une entreprise ou plus globalement. Il est tout aussi incontournable de combattre toutes discriminations sexistes et racistes, toutes les fracturations entre salariéEs selon leurs statuts (intérim, sous-traitance, uberisation, temps partiel...).

La revendication de réduction et de partage du travail jusqu'à la résorption du chômage afin de permettre à chacunE d'avoir un emploi lui permettant de vivre dignement garde toute sa radicalité et sa pertinence. Aujourd'hui en France, le partage des heures de travail réalisées entre touTEs aboutirait à une semaine de travail de vingt-huit heures environ¹. Évidemment la réduction de la durée légale du travail doit être entièrement compensée par des embauches. Ce calcul, qui permet de rendre la perspective plus concrète, est fait « *toutes choses égales par ailleurs* ». Or, ni la production elle-même

ni les conditions de la production ne peuvent rester en l'état. La démarche de l'échelle mobile des heures de travail permet d'adapter le temps de travail à la productivité et à la production décidées, de remettre les choses à l'endroit, de poser les questions dans l'ordre. 1 : de quoi avons-nous besoin ? 2 : comment produire ce qui est nécessaire dans de bonnes conditions ? Les réponses à ces deux questions déterminent la durée globale de travail nécessaire à partager entre touTEs.

UN PROJET DE SOCIÉTÉ

Associer la réduction massive du temps de travail à la transformation radicale de la production et du travail lui-même permet de construire un projet global et de faire de la lutte pour la réduction et le partage du travail l'affaire de touTEs les exploitésEs et opprimésEs.

De quoi avons-nous besoin ? Quelle sont les productions et activités nécessaires ? Comment prendre en compte, en même temps, les impératifs sociaux et écologiques. Lutter contre le bouleversement climatique et les différentes crises écologiques, réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre, en finir avec l'empoisonnement de l'air, l'eau, les sols, stopper l'artificialisation des terres... impose de réduire drastiquement les productions matérielles et les transports. Décider de produire et transporter moins tout en satisfaisant les besoins sociaux, individuels et collectifs réels ne peut se faire que par le débat démocratique à tous les niveaux afin de planifier et d'organiser l'arrêt, la transformation, la création ou le développement des différentes activités. Comment produire dans de bonnes conditions ? Il est urgent d'éliminer l'exposition aux produits et procédés dangereux pour les salariéEs, les riverainEs et l'environnement, de réduire le plus possible la pollution et la consommation d'énergie, de concevoir des biens durables, réparables, entièrement réparables. Le vrai coût du travail est celui qui est porté par les salariéEs et il est exorbitant : usure, souffrance, maladies professionnelles, accidents du travail... Il ne suffit pas de passer moins de temps au travail, il est aussi essentiel de transformer l'organisation du travail, pour en réduire la pénibilité et préserver la santé physique et mentale des salariéEs pour ne plus perdre la vie (et la santé) en essayant de la gagner. La souffrance est aussi due à un travail qui n'a pas de sens, au mal-travail, dit autrement au

fait que le capitalisme empêche de faire bien son travail, de travailler utilement pour la société.

Des visions contrastées, contradictoires même, du travail ont existé et existent encore au sein du mouvement social. L'une ne voit que la dimension créatrice et de socialisation d'un travail « libérateur et créateur de toute richesse ». L'autre qui ne voit que l'aliénation, en appelle à la fin du travail et exhorte à « ne travailler plus jamais ». L'une comme l'autre sont unilatérales. En réalité, les deux faces sont inextricablement combinées. Même si l'aliénation domine de loin le travail salarié, il demeure en même temps un lieu de socialisation dont la privation fait aussi cruellement souffrir celles et ceux qui en sont excluEs. Pour Daniel Bensaid « *Derrière le travail contraint persiste donc, si faiblement, si sourdement que ce soit, ce besoin du possible qui différencie l'activité humaine de la plénitude simplement végétative. Il est le signe même de sa finitude et de sa capacité à aller plus loin, pour le meilleur ou pour le pire. Il ne s'agit pas de nier cette contradiction, mais de s'y installer pour la travailler* ».

LE TRAVAIL INVISIBILISÉ DES FEMMES

L'essentiel des discussions sur le temps de travail fait l'impasse sur la masse énorme de travail, certes invisible et gratuit car réalisé en dehors du marché, que constitue ce qu'on appelle le travail domestique. Ce travail de reproduction sociale effectué dans le cadre de la famille – cuisine, vaisselle, ménage, rangement, soins matériels aux enfants et personnes dépendantes, linge, gestion du ménage, conduire ou accompagner les enfants ou une autre personne – représente en France (chiffres de 2010), 42 milliards d'heures de travail. Rapporté aux 38 milliards d'heures de travail rémunéré réalisées sur la même période, le temps de travail domestique est donc au minimum égal au temps de travail rémunéré. Il repose à 72 % sur les femmes. Par exemple, une femme vivant en couple et mère d'un ou plusieurs enfants de moins de 25 ans, réalise en moyenne 28 heures par semaine de tâches domestiques. Les politiques néolibérales ne se contentent pas de restructurer la production, en détruisant les services publics (accueil de la petite enfance, santé, accueil et soin aux personnes dépendantes...) elles alourdissent la charge qui pèse sur les

femmes. Elles font aussi la part belle aux services marchands qui surexploitent les femmes, le plus souvent racisées. Le travail domestique ne peut pas rester un point aveugle du travail, ce qu'il produit est utile, indispensable à la vie, ce ne sont pas des marchandises répondant à la logique du profit. Néanmoins, il n'échappe pas à l'aliénation.

L'exigence de réduction du temps de travail salarié doit impérativement s'accompagner de la socialisation de ces tâches indispensables à la vie : défendre et étendre les services publics, mais aussi les transformer profondément en les libérant des stéréotypes de genre ; construire des structures collectives, autogérées dans les quartiers et les communes ; imposer un partage des tâches égalitaire... Il faut à la fois mener une lutte déterminée contre l'assignation des femmes au travail de soin et dans le même temps changer l'ordre des priorités et des valeurs dans l'ensemble de la société, revaloriser et mettre au centre tout ce qui permet de prendre soin des humains, de la vie, de ce qu'on appelle la nature. À ces conditions seulement, la réduction du temps de travail cessera d'ignorer la double journée des femmes.

LA VRAIE RICHESSE

Alors, la réduction du temps de travail sera effective pour touTEs et signifiera pour touTEs la vraie richesse : le règne du temps libre.

Mais dans le cadre du capitalisme il y a une relation étroite entre travail aliéné et loisirs aliénés, on ne peut pas être réellement libre en dehors du travail si on est dominéEs au travail. D'autant que repos et loisirs sont largement marchandisés. Il ne suffit donc pas de réduire le temps de travail, il faut aussi construire une émancipation au travail et en dehors du travail.

Mais plus encore, nous revendiquons avec Marx « *la prédominance de "l'être" sur "l'avoir" dans une société sans classes sociales ni aliénation capitaliste, c'est-à-dire la primauté du temps libre sur le désir de posséder d'innombrables objets : la réalisation personnelle par le biais de véritables activités, culturelles, sportives, ludiques, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques*¹ ». □

1. Cf. Article d'Ali Jonas dans L'Anticapitaliste n°552, page 7.

2. Michael Löwy, Écosocialisme et planification démocratique, in Écologie & politique 2008/3 (N°37), pages 165 à 180.

RATP : le syndicalisme dans la grève pour les retraites et face aux mutations de l'entreprise

ENTRETIEN AVEC UN SYNDICALISTE DE LA RATP

Un militant de Solidaires RATP nous décrit l'état du syndicalisme à la RATP, un an après la mobilisation sur les retraites dans laquelle les salariéEs de la RATP ont joué un rôle majeur.

L'Anticapitaliste: Est-ce que tu peux expliquer la structure de la boîte en différents départements (Bus, Métro, Maintenance, siège...) et son organisation en matière de représentation du personnel ?

La RATP est composée de plusieurs départements qui, avec la mise en place des comités sociaux et économiques (CSE), ont engendré 15 CSE. 5 à Bus, Tramways et maintenance des bus, qui regroupent autour de 15 000 salariés. C'est un gros CSE. Un CSE métro qui concerne tous les salariés du métro (MTS), un CSE MRF (maintenance des réseaux ferrés – trains, RER et métro). La maintenance des bus MRB (matériel roulant bus). Le RER qui est un CSE à part entière et qui ne concerne que la partie transport, c'est-à-dire l'effectif des trains, l'encadrement, l'administratif lié au train, conducteurs, conductrices, agents de maîtrise. Métro et RER cumulent autour de 4 500 salariéEs. Un autre CSE regroupe les agents de stations, les agents des gares et les contrôleurs/ses, le CSE SEM.CML, avec près de 8 000 salariés. On a ensuite plein de départements et de CSE administratifs, ceux qui sont au siège de la RATP, la partie juridique, veille sociale, administratif, groupe RATP, RATP dév. Au total la RATP regroupe autour de 48 000 salariéEs.

Il y a trois organisations syndicales représentatives : l'UNSA avec 42,68% est devant la CGT à 42,57% et devant la CFE-CGC troisième organisation représentative à 14,75%. La représentativité est appréciée au niveau de l'entreprise pour la négociation d'entreprise mais aussi au niveau de chaque CSE. La représentativité syndicale peut aussi être différente au niveau d'un CSE et au niveau central. Il y a donc une articulation des niveaux de négociations ce qui renforce encore la professionnalisation des organisations syndicales.

Au niveau de la représentation du personnel pure, la mise en place du CSE a été dramatique car elle a supprimé les délégués du personnels (DP) qui étaient au plus près du terrain et le CHSCT. Toutes les difficultés locales concrètes ne sont donc plus tracées par écrit par les DP. Elles sont abordées au niveau du CSE mais les interventions y sont plus transversales. Le CSE MTS, par exemple, concerne toutes les lignes de métro alors qu'il y avait des DP par ligne auparavant. Pourtant chaque ligne de métro a une ligne propre avec un encadrement qui diffère des autres lignes. Toutes les difficultés locales ne sont plus traitées, si ce n'est par l'action syndicale en local, mais donc avec moins de moyens, un rapport de force moins favorable. La difficulté du CSE, c'est le cumul des fonctions supprimant les représentants de terrain avec une professionnalisation des éluEs et des équipes syndicales.

Est-ce que tu peux décrire l'environnement syndical à la RATP ? Comment l'UNSA peut être la première organisation, totalement cogestionnaire, mais avoir été à l'initiative de la grève reconductible de l'an dernier ?

En termes d'OS, on a les trois organisations représentatives citées tout à l'heure, plus les organisations non représentatives : Solidaires RATP, FO, Sud – le syndicat qui ne fait plus partie de la famille des syndicats Sud et Solidaires car il ne respectait pas les valeurs.

Il y a aussi des structures venues des principales organisations syndicales. Issu de l'UNSA, le SAT – syndicat autonome tout RATP – est issu d'une scission au moment de l'histoire du « roi »¹, le harceleur sexuel de la RATP qui favorisait des promotions contre des faveurs sexuelles. Ceci étant, en termes de pratiques syndicales, le SAT

tout comme l'UNSA sont des syndicats qui accompagnent la politique de la direction et qui ont une proximité avec cette dernière.

Il y a aussi un mouvement, la BASE, qui est une émanation de la CGT. Aux dernières élections professionnelles, certainEs salariéEs n'ont pas eu la place qu'ils souhaitaient aux élections, ce qui a donné la naissance de ce mouvement. Enfin il y a le syndicat RS (Rassemblement syndical) qui est issu d'une scission de Sud après que ce dernier ait intégré le SAP, le syndicat anti précarité. Les anciens du SAP ont finalement quitté Sud à nouveau pour créer le RS. Ils sont très implantés à Bus notamment à Belliard.

Il faut tordre le cou au mensonge selon lequel l'UNSA aurait initié la grève des retraites. C'est l'intersyndicale qui a construit cette journée noire du 13 septembre. L'UNSA étant majoritaire à Métro, depuis les dernières élections avec plus de 60 %, aux yeux de tous, c'est passé pour une grève initiée par l'UNSA. En effet, la CGT métro/RER prend un tournant d'accompagnement plus prononcé. Ils ont un certain positionnement mais pas de pratique syndicale de bagarre au quotidien. Ils ont perdu cette culture de lutte syndicale quotidienne en s'enfermant dans un syndicalisme cogestionnaire avec la tôle. La question de la formation syndicale doit être posée, à Métro contrairement à Bus il n'y a pas assez de pratique syndicale. Alors qu'un des enjeux du syndicalisme est la formation des militants pour qu'ils puissent informer, accompagner les collègues. Si ce travail n'est pas fait, cela repose sur un nombre très réduit de personnes qui ne peuvent pas organiser l'action syndicale au quotidien. Comment peut-on transformer la société si on ne donne pas les armes à nos militants pour qu'il puisse les donner aux collègues.

Pour revenir sur le 13 septembre, en intersyndicale, cela faisait plus de deux ans que Solidaires RATP demandait à créer une intersyndicale contre tout ce qui se passait (modification du statut du personnel, conditions de travail, suppressions de poste, fusion de départements donc suppression de postes, la loi travail, les ordonnances Macron et la réorganisation de la représentation du personnel). On a demandé pendant des années sans succès et, sur le conflit des retraites, on a obtenu une intersyndicale. La proposition de la date du 13 septembre venait de l'UNSA RATP. Pourquoi ? Pour faire chier la CGT car il y a la fête de l'Huma qui commence le 13. La CGT n'était donc pas dans le communiqué commun mais heureusement des sections et des secteurs militants de la CGT, notamment à Bus et à la maintenance des trains, ont ramené la CGT bien après.

Le 13, les équipes militantes, indépendamment de l'étiquette syndicale, ont poussé dans les AG à la grève illimitée en décembre alors que dans le même temps l'UNSA et la CGT appelaient à un rassemblement à la Maison de la RATP pour empêcher les AG de se tenir. Pour construire la grève, il a donc fallu boycotter ce rassemblement.

Avec le succès de la grève du 13, l'UNSA ne pouvait plus quitter l'intersyndicale et s'est retrouvée contrainte d'appeler au 5 décembre car les AG appelaient à la grève illimitée en décembre. L'UNSA RATP s'est retrouvée coincée dans un positionnement syndical de lutte qui n'est pas du tout le sien. Dans beaucoup d'endroits, dès le 20 décembre l'UNSA voulait arrêter la grève mais les AG maintenaient la pression.

Il faut savoir qu'avec la mise en place du service minimum à la RATP, en 2007, progressivement la culture des piquets avec AG le jour de grève a disparu, car 48h à l'avance les organisations syndicales connaissent les taux de grévistes. Le service minimum a été un vrai désastre pour la construction des luttes, avec une contrainte forte, la déclaration de grève et la déclaration de reprise. Uniquement pour les métiers de sécurité sur les préavis ponctuels, c'est-à-dire tout ce qui rend visible la grève. Par contre, sur les préavis illimités, tout le monde doit se déclarer.

Il a donc fallu recréer une culture du piquet à Métro. Ce que nous avons relancé lors des mobilisations contre les ordonnances Macron. Pour le 13 septembre, on s'y est pris dès le mois de juillet, en enclenchant auprès de tout le monde

l'appel à dons pour préparer le petit déj, la bouffe, pour préparer une grosse journée et ça a pris de ouf. Il y a eu un engouement et tous les salariés ont participé. C'est la première fois qu'on utilisait les groupes WhatsApp pro pour dire qui s'était déclaré. Quand un deuxième se déclarait, il prenait le premier message et le collait et le rebalançait à tout le monde et progressivement la liste de noms s'allongeait. Cela a entraîné un engouement en local : fabuleux !

Quel est le syndicalisme que développe Solidaires RATP ? Comment articulez-vous militantisme de terrain et participation aux instances ?

C'est compliqué car le militantisme de terrain, ce n'est que du temps personnel, car on n'est pas représentatif et qu'on n'a pas de relève syndicale. Pour les instances où on a des élus, ça nous fait des bons de décharge mais on s'en sert pour préparer les instances et accompagner les salariés. C'est donc très dur et depuis la création de Solidaires RATP en 2015, on ne vit que comme ça. À Métro, la maintenance et à Bus, on n'a qu'un élu, soit autour de 4 jours par mois.

On était totalement dans notre syndicalisme pendant la grève. On fait également beaucoup d'accompagnement de salarié aux prud'hommes ou face à la direction. Aujourd'hui, on accompagne par exemple une quarantaine de salariées à Métro et Bus contre des sanctions qu'ils ont reçues suite à des droits de retrait exercés au début de la pandémie pour défaut de mesure de prévention contre le Covid. On accompagne également plusieurs salariées victimes de harcèlement sexuel, qui reste un fléau à la RATP et particulièrement à SEM.CML, le département des agents de station. Dans ce département, la majorité des agents sont des femmes qui sont matériellement obligées de rester isolées dans les stations avec un très faible collectif de travail alors que les maitrises, notamment, peuvent se déplacer pour les faire chier. On voit bien ici que derrière les problèmes individuels se cachent des problèmes collectifs. L'accompagnement individuel nous permet de comprendre les problématiques collectives et de gagner une légitimité pour nous y attaquer. Les instances nous permettent de récupérer des infos, d'avoir un retour de l'ensemble des sections dans le périmètre du CSE, réfléchir à formuler des revendications syndicales sur l'ensemble des sujets mais cela ne va pas plus loin. Ça nous apporte aussi, pour les éluEs, une protection.

Quel impact penses-tu que va avoir l'ouverture à la concurrence ?

Cela va tirer toutes les salariéEs vers le bas, dégrader les conditions de travail, augmenter le temps de travail, réduire le temps de repos... Cela va être dramatique pour les salariéEs mais aussi pour les usagerEs. L'opérateur privé qui va vouloir investir ses ronds sur une ligne de bus va vouloir un maximum de retour et ce n'est pas lui qui va investir tant que ce n'est pas rentré. Le matériel roulant et les installations vont morfler et les usagers avec. On doit s'attendre à une augmentation des tarifs. Péresse avait promis de ne pas y toucher et elle les a augmentés trois fois. Avoir du personnel disponible pour remplacer celui qui est absent, c'est possible aujourd'hui à la RATP. Demain, on va supprimer cette possibilité pour la rentabilité et donc il y aura des suppressions de trains, de bus, etc.

Quel est le poids de l'extrême droite dans la boîte et les organisations syndicales ?

Le poids, on ne sait pas trop, mais ce que l'on voit c'est que la lutte contre l'extrême droite n'est pas assez implantée dans les organisations syndicales au sein de la RATP. On pourrait chercher ne serait-ce qu'un tract contre le racisme d'une organisation syndicale de la RATP... Pourtant, c'est une problématique primordiale de nos jours et que subissent les agents. À la RATP, c'est comme si ça n'existait pas... La raison de cette absence, c'est l'électoratisme des organisations syndicales qui ne veulent pas se confronter au poids de l'extrême droite auprès des électeurs.

La création de Solidaires RATP vient de cette situation : en raison de problèmes démocratiques ou plutôt d'absence de démocratie au sein de notre ancienne organisation syndicale, Sud. Le fait que l'on vire des militants antifascistes a été la goutte d'eau qui n'était acceptable ni par les organisations syndicales qui composent Solidaires, ni par bon nombre d'équipes de Sud RATP qui ont donc décidé de créer Solidaires RATP avec l'aval de l'ensemble des organisations syndicales Sud et Solidaires.

L'identité antifasciste fait donc partie de notre ADN. Concrètement, cela signifie que nos valeurs sont construites autour d'un syndicat inclusif et du triptyque défense des droits des femmes et des LGBT ainsi que la lutte contre le racisme. □

Propos recueillis par Harry Smith

1. On trouve divers articles sur ce sujet dans la presse dont celui-ci https://www.lexpress.fr/actualite/societe/scandale-sexuel-de-la-ratp-l-accuse-nie-en-bloc_1024935.html

Cuba entre pressions US, réformes économiques et Covid-19

PEDRO HUARCAYA ET JB THOMAS'

Le peuple cubain est pris en tenaille. D'un côté, un durcissement de la politique impérialiste étatsunienne sous l'administration Trump sur laquelle Biden ne semble vouloir revenir que très partiellement. De l'autre, un processus de restauration capitaliste, en cours depuis les années 1990, et qui vient de connaître un nouveau coup d'accélérateur avec l'entrée en vigueur de nouvelles réformes et l'unification monétaire.

Le tout sur fond de pandémie, dont les conséquences sanitaires sont bien plus contrôlées que dans les autres pays de la région, États-Unis inclus, mais dont l'impact économique, dans le secteur touristique notamment, s'avère dévastateur.

JUSQU'AU BOUT, TRUMP CONTRE LA HAVANE

En faisant réinscrire, juste avant de quitter la Maison Blanche, l'île sur la liste des pays soutenant le terrorisme, Donald Trump aura voulu surjouer jusqu'au bout l'agressivité qui caractérise depuis plus d'un demi-siècle la politique étatsunienne vis-à-vis du régime cubain. À la fin de son second mandat, Barack Obama avait desserré l'étau, en normalisant les relations diplomatiques entre les deux pays, levant certaines sanctions sans pour autant remettre en cause l'embargo criminel en place depuis 1962. Cette politique d'ouverture était avant tout le fruit d'un constat d'échec et un pari politique. Non seulement la politique de blocus commercial et économique n'avait pas permis, jusqu'alors, de faire plier le régime issu de la Révolution de 1959 mais il continue à exclure les entreprises étatsuniennes de possibles marchés (tourisme, industrie pharmaceutique, marché intérieur cubain, etc.) au profit de certains de leurs concurrents. Par ailleurs, le rétablissement des vols commerciaux et la levée des restrictions sur les transferts d'argent privés (« *remesas* ») entre les États-Unis et Cuba, sous Obama, étaient un message adressé à l'électorat latino et à la communauté cubano-américaine, dont le profil a changé au cours des dernières décennies, au détriment des secteurs les

plus traditionnels de l'anticastrisme.

Trump a fait un choix économique et politique diamétralement opposé, revenant sur l'ensemble des mesures d'ouverture mises en place entre 2015 et 2016. Il s'agissait autant d'incarner, à bon compte, une ligne dure vis-à-vis de l'Amérique latine, que les États-Unis estiment être leur arrière-cour traditionnelle, que de flatter les fractions les plus conservatrices de l'électorat de Floride, État décisif en vue des élections de 2020. Le pari, pour Trump, a été partiellement gagnant. Il a réussi à juguler les remous générés par sa politique de raidissement chez les possibles investisseurs étatsuniens. Il en a profité pour lancer des signes forts en direction de ses concurrents capitalistes, européens et chinois, notamment, à travers le rétablissement des volets extraterritoriaux des lois sur les investissements à Cuba qui menacent de lourdes sanctions les entreprises étrangères, notamment européennes, opérant sur l'île. Au niveau électoral, il a fait carton plein, en Floride, auprès des électeurs issus de la communauté cubano-américaine, avec 56% de voix contre 41% pour Biden, ce qui lui a permis de rafler les 29 grands électeurs de cet État.

Il est probable que la présidence Biden tente de renouer avec la politique de normalisation progressive entamée sous Obama. Kamala Harris, actuellement vice-présidente, déclarait en ce sens, en novembre, que « les démocrates reviendraient en arrière concernant les politiques infructueuses de Trump » à l'égard de l'île. Cependant, la nomination de Tony Blinken à la tête des Affaires étrangères n'augure rien de bon tant le nouveau secrétaire d'État est un fervent partisan

de la ligne dure et des manières fortes en matière de politique extérieure. Quant à l'embargo criminel, pourtant condamné tous les ans, depuis 28 ans, par l'Assemblée générale des Nations unies, sa levée est exclue par la nouvelle administration étatsunienne.

LA SIGNIFICATION DES CONTRE-RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET LA QUESTION MONÉTAIRE

C'est dans ce cadre que vient d'entrer en vigueur le décret, souvent annoncé et systématiquement ajourné, d'unification monétaire impliquant la disparition du peso convertible (CUC), existant depuis 1994 et officiellement arrimé au dollar, et qui s'accompagne de tout un train de nouvelles réformes au niveau économique². La nouvelle Constitution cubaine, ratifiée en 2019, a beau graver dans le marbre le caractère « irrévocable » du socialisme comme système social à Cuba, et même si le président, Miguel Díaz Canel, a précisé, lors de l'annonce de la mise en place du processus « de nouvel ordonnancement monétaire », en décembre dernier, que l'île ne connaîtrait pas de « thérapie de choc », l'impact des changements économiques est très fort. Cela est d'autant plus vrai qu'ils adviennent alors que l'un des moteurs de l'économie cubaine, le tourisme, est à l'arrêt, que l'île ne peut plus compter sur les apports en hydrocarbures du Venezuela chaviste et que les mesures de rétorsions et d'embargo étatsuniens sont allées crescendo ces dernières années, affaiblissant considérablement l'économie. Le risque d'inflation, généré par le processus d'unification monétaire, est censé être enrayé par une hausse des pensions et des salaires dans le secteur

public ainsi que la sanctuarisation des prix de certains services et produits essentiels fournis par la « *libreta* », le livret de rationnement. Il n'en reste pas moins que plusieurs analystes proches du gouvernement ont alerté quant aux conséquences sociales, en termes de conditions de vie et de travail, qu'elles pourraient avoir, et ce alors que les prix des services et des biens de consommation ont explosé.

L'unification monétaire, censée rassurer les possibles investisseurs étrangers et mettre à plat le système de supervision de l'économie dans le secteur étatisé, s'accompagne de nouvelles « ouvertures », au niveau économique, comme jamais depuis 2011, lorsque le VI^e Congrès du Parti communiste cubain, sous la houlette de Raúl Castro, adopte une orientation pro-marché qui a eu du mal, par la suite, à s'imposer. Les mesures actuelles s'inscrivent dans le cadre d'une transformation plus profonde de ce qui subsiste d'économie planifiée et nationalisée au profit de l'investissement privé cubain, qui peine, aujourd'hui, à aller au-delà des seules auto ou microentreprises, et au bénéficiaire, surtout, du capital étranger, appelé à investir. La grande nouveauté, dans ce secteur, a été l'annonce de la fin de l'obligation d'une coparticipation majoritaire de l'État cubain dans les entreprises dans le commerce de gros (supermarchés, etc.), le tourisme et les biotechnologies, et ce quand bien même la direction des FAR, l'armée cubaine, intrinsèquement liée à la bureaucratie et au parti au pouvoir, continue à conserver la haute main sur certains leviers considérés comme stratégiques.

Dans certains secteurs des classes populaires, notamment urbaines, ces mesures peuvent générer un accès plus direct aux biens et produits de consommation, ainsi qu'à la manne touristique, quand elle reviendra sur l'île. Pour la majeure partie des Cubains, en revanche, c'est plutôt l'inverse qui se profile. Le régime en est bien conscient et essaye de répondre, en amont, au risque d'inflation incontrôlée. Mais ce n'est pas la seule contradiction à laquelle il doit faire face, dans le cadre de l'approfondissement des réformes « à la chinoise ». Si l'on prend le processus de restauration capitaliste en Chine comme point de comparaison, la bureaucratie au pouvoir à La Havane est bien plus fragile, vis-à-vis de l'opposition ouvertement pro-capitaliste et pro-étasunienne qui continue à exister en Floride, que ne l'était la bureaucratie chinoise de Pékin lorsqu'elle décide d'entamer le processus

de réformes de marché. Si la bureaucratie et la « bourgeoisie rouge » qui dirigent la République populaire de Chine ont su piloter, non sans difficultés, le processus de restauration capitaliste, la bureaucratie au pouvoir à La Havane est bien consciente qu'un processus trop précipité d'ouverture pourrait la fragiliser considérablement et mener, potentiellement, à son renversement, face à la détermination toujours intacte des anticastristes de Floride et à la puissance de leurs alliés ; ceux-ci ne manqueraient pas de s'engouffrer dans la brèche, balayant sur leur passage non seulement ce qui subsiste d'État ouvrier déformé à Cuba mais également la caste bureaucratique qui détient le contrôle de l'appareil administratif, politique et militaire. C'est l'ensemble de ces éléments qui expliquent le caractère à la fois tardif et toujours hésitant de l'application de ce nouveau train de réformes sur l'île.

CUBA FACE AU COVID

Parallèlement, le pays doit faire face, également, à l'épidémie de Covid. A Cuba, comme ailleurs dans le monde, la pandémie est révélatrice d'un certain nombre de traits structurels de la société. D'un côté, et d'un strict point de vue sanitaire, le système de santé cubain, l'un des plus efficaces au monde, a permis de limiter considérablement l'impact du virus avec, au 25 janvier, 21 261 cas et 194 décès dans un pays de 11 millions d'habitants. Cuba a même poursuivi et accru ses envois d'équipes médicales à l'étranger, y compris en Europe, dans le cadre de la pandémie. Par ailleurs, le niveau de développement considérable de la recherche en médecine et biotechnologies permet à l'Institut Finlay de La Havane de disposer, dans les prochains mois, d'un vaccin opérationnel. D'un autre côté, à l'instar de ce qu'il peut se passer dans d'autres pays, la pandémie frappe plus durement les secteurs les plus précaires. Dans le cadre d'un accroissement des inégalités sociales sur l'île, le Covid s'est ainsi diffusé davantage dans certains quartiers de la capitale où taux d'occupation des logements et précarité des revenus se couplent à une plus grande concentration d'Afro-cubains. Enfin, la pandémie a eu et continue à avoir une incidence catastrophique sur le tourisme dont les revenus constituent la troisième source de devises pour l'île. Avec seulement un million de touristes contre cinq prévus en 2020 en raison du Covid, la pandémie affecte durablement l'économie de l'île, à tous les niveaux.

COMMENT SE DÉFENDRE ?

Pour les classes populaires et la jeunesse cubaines, les difficultés sont multiples. Les moins de 35 ans constituent un peu plus de 40% de la population de l'île et n'ont jamais connu du « socialisme cubain » que la « période spéciale », dans les années 1990, après l'effondrement du bloc soviétique, la stabilisation des années suivantes et les réformes pro-marché, par la suite. Pour celles et ceux qui défendent les acquis de la révolution mais refusent la logique actuelle, il est toujours impossible de s'organiser de façon indépendante, et sur le plan syndical, et sur le plan politique. La Constitution de 2019 réaffirme le précepte du parti unique, auquel est corrélé, également, l'unicité d'une centrale syndicale au sein de laquelle les marges de manœuvre sont très faibles et qui accompagne le processus de réformes. Dans ce cadre, les gouvernements pro-impérialistes et certaines ONG font la part belle, et à bon compte, à toutes les expressions possibles de la « dissidence », qu'elles soient totalement pilotées de l'étranger et défendant des positions pro-capitalistes ou qu'il s'agisse de courants instrumentalisés par les médias internationaux mais qui ne sont pas totalement inféodés à un agenda restaurationniste, à l'instar du Mouvement San Isidro dont le traitement a défrayé la chronique, en décembre. C'est de cet ensemble d'éléments dont doivent tenir compte celles et ceux qui, à Cuba, entendent défendre les acquis de la révolution tout en s'opposant au cours actuel des contre-réformes et combattre pour un socialisme émancipateur qui ne saurait exister sans une réelle démocratie, exercée et garantie par en bas, par le monde du travail, la jeunesse et les classes populaires, aujourd'hui corsetés par les mécanismes bureaucratiques qui caractérisent le système politique et institutionnel de l'île. □

1. Jean Baptiste Thomas a publié avec Thomas Posado, *Révolutions à Cuba, de 1868 à nos jours. Émancipation, transformation, restauration* (Syllepse, 2020).

2. Le CUC, ou peso convertible, était censé garantir un contrôle plus strict de l'État sur les devises générées en dollar, notamment dans le secteur du tourisme et liées aux transferts d'argent de l'étranger. Au final, la coexistence de deux monnaies, un cas unique au monde, a fini par aggraver les distorsions au sein de l'île, tant au niveau macro-économique qu'en termes d'économie domestique des foyers. En raison du risque d'inflation incontrôlée, la disparition du CUC au profit du seul peso cubain (CUP), annoncée en 2013 par Raúl Castro, a mis sept ans à être mise en place.

États-Unis : comment ont évolué les deux partis du capital

PAR DIANE FEELEY

Les élections américaines de 2020 ont coûté environ 12 milliards de dollars, payés par l'élite du monde des affaires, établissant ainsi un nouveau record. Après leur victoire, Biden et les Démocrates du Congrès s'efforcent maintenant de faire adopter un plan de relance d'un montant de 1 900 milliards de dollars. Bien que les Démocrates aient accepté de limiter l'augmentation progressive du salaire minimum fédéral à 15 dollars de l'heure, ils semblent résister face aux attaques des Républicains réunis.

La combinaison d'une crise à la fois économique et sanitaire a poussé le président Biden à commencer à gouverner d'une manière plus combative, en décalage avec ses références centristes. L'économie est toujours au ralenti avec notamment 10 millions d'emplois de moins qu'avant la pandémie, ce qui amène les Démocrates à présenter leurs premières mesures législatives comme vitales. Les Républicains, eux, soutiennent que l'économie est en voie de guérison et demandent que les mesures de relance soient réduites.

Les Démocrates ont tiré une leçon des premiers jours de présidence Obama et de sa volonté de trouver des moyens de travailler avec les Républicains ce qui leur a fourni des munitions pour gagner ensuite une majorité au Congrès et bloquer ses propositions. Selon le leader de la majorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, « *Nous ne pouvons pas répéter les erreurs du passé* ». Biden a pris une série de décrets pour annuler de nombreuses dérèglementations mises en place par Trump, envoyé au Congrès un projet de loi sur l'immigration et renvoyé le chef « anti-travail » de la Commission des relations de travail de Trump.

Il faut se souvenir que les Républicains n'ont pas obtenu de mauvais résultats lors des dernières élections réduisant la majorité démocrate à la Chambre des Représentants. Avec un partage 50-50 au Sénat, ils ont des marges de manœuvre s'ils ne se divisent pas. Mais

ils doivent renouer avec les élites économiques qui les ont lâchés, après l'assaut sur le Capitole, en déclarant qu'elles ne financent pas les 150 Républicains du Congrès qui ont voté contre la certification des résultats des élections et la reconnaissance de la victoire de Biden. Cependant ceci reste compliqué car le parti républicain depuis 4 ans a toujours suivi les exigences et les fantasmes de Trump.

DES TENDANCES DIVERGENTES ONT IMPACTÉ LES PARTIS

Les deux partis ont un passé commun : défenseurs du droit de propriété, soutenant l'expansion vers l'ouest, l'extermination des Amérindiens et les aventures impérialistes à l'étranger. Leurs plate-formes ont évolué en réaction aux événements politiques. De « l'ère progressiste » du début du XX^e siècle, où le capitalisme a été contraint d'accepter certaines réglementations, le New Deal, jusqu'aux mouvements des droits civiques, la rébellion étudiante et la guerre contre le Viêt-Nam.

Deux tendances à l'œuvre dès les années 1960 ont eu un impact sur ces partis et amené à la situation actuelle.

La première est la lutte pour les droits civiques, qui a détruit l'ancien système « Jim Crow » et les obstacles à l'exercice du vote qu'il incluait. Elle a abouti à la loi sur les droits civiques de 1965 à la suite de laquelle les militants ont mené des campagnes d'enregistrement sur les listes électorales dans la communauté

noire. La dynamique des droits civiques s'est poursuivie avec des demandes pour mettre fin à la ségrégation dans le logement, les écoles et l'emploi. Elle a mis à l'ordre du jour la discrimination positive, les réparations, la fin des incarcérations de masse. Un défi à l'histoire « officielle » de l'Amérique.

La deuxième tendance est un retour en arrière, représenté par des personnalités politiques du Parti républicain à partir de la campagne de Barry Goldwater en 1964. Ce retour en arrière, apparu à la base de l'électorat du Parti Républicain, s'est manifesté en réaction à la décision déclarant la ségrégation raciale inconstitutionnelle dans les écoles publiques avec des appels à la création d'écoles privées (et entièrement blanches) financées par l'État.

On disait, à l'époque du New Deal de Roosevelt, que le Parti Républicain était contrôlé par l'élite des affaires alors que le Parti Démocrate était le parti de ceux qui travaillaient. Cela n'a jamais été vrai. Le contrôle des capitalistes sur les deux partis se fait par le biais de leur financement. Lors des élections de 2016 et 2020, la majorité des intérêts capitalistes ont soutenu les Démocrates, l'industrie du pétrole et du gaz et une majorité de sociétés d'agrobusiness et de casinos s'alliant aux Républicains.

Comme il y a peu de financement public, les politiques sont tributaires pour leurs campagnes des sommes importantes qu'ils collectent. Les élections fédérales de 2020 ont coûté plus de deux

fois plus cher que celles de 2016. Et dès que les candidats ont gagné, ils doivent immédiatement commencer à collecter des fonds pour leur prochaine campagne. Le ticket présidentiel de 2020 a coûté 6,6 milliards de dollars, et Biden a dépensé presque deux fois plus que Trump. En outre, 7,2 milliards de dollars ont été dépensés pour les élections au Congrès et 2,6 milliards de dollars supplémentaires pour les élections dans les différents Etats.

Le gagnant moyen d'un siège à la Chambre des Représentants a dépensé 2,06 millions de dollars, tandis que celui au Sénat a dépensé 15,75 millions de dollars.

L'ÉVOLUTION DES PROGRAMMES

Depuis les années 60, un ordre d'austérité, de déréglementation, de mondialisation, d'incarcérations massives et de déclin de la syndicalisation s'est installé sous les administrations aussi bien démocrates que républicaines.

Comme le système électoral bloque l'émergence d'autres partis politiques, les Démocrates et les Républicains doivent trouver les moyens de gagner les élections en s'affichant comme les soutiens des intérêts de la majorité tout en maintenant leur engagement historique envers les grandes entreprises. Ils se sont constitués ou remodelés depuis la période de la Guerre de sécession, en se définissant plus selon les catégories d'électeurs qu'ils voulaient représenter que selon des critères idéologiques bien qu'évidemment leur position sur les droits des Noirs a été cruciale.

Jusqu'au milieu du XX^e siècle, les Afro-Américains qui pouvaient voter, votaient républicain, le parti d'Abraham Lincoln, ainsi que les protestants blancs des zones rurales et des petites villes du Nord. Après que le compromis de 1877 ait forcé au retrait des troupes fédérales du Sud, les suprématistes blancs ont utilisé le parti démocrate pour imposer les lois ségrégationnistes « Jim Crow ».

La classe capitaliste traditionnelle représentée par les Mellon, les Rockefeller et les Ford a cessé de dominer les 500 plus grosses fortunes. Elle est plutôt représentée par les innovateurs qui ont bénéficié des protections légales de la propriété intellectuelle et de l'essor du marché mondialisé, ainsi que les secteurs des intérêts financiers et technologiques de pointe, incluant les fonds spéculatifs et les sociétés de gestion d'actifs comme BlackRock. S'ils soutiennent généralement le parti au

pouvoir parce que c'est lui qui peut faire adopter les lois qu'ils souhaitent, ils ne sont en aucun cas des alliés loyaux.

DES ÉLECTORATS DISTINCTS

L'électorat du Parti démocratique est constitué d'une coalition de femmes noires très motivées, d'une main-d'œuvre urbaine, multiraciale et parfois syndiquée, en particulier dans le secteur public, d'électeurs urbains et suburbains qui gagnent bien leur vie, ainsi que des bailleurs de fonds du parti.

Outre ses bailleurs de fonds, la coalition Républicaine est issue de petites villes et de zones plus rurales qui ont souvent perdu leur base industrielle, qu'il s'agisse de l'extraction du charbon ou de l'industrie manufacturière. Parmi leur base, l'élite économique traditionnelle, mais aussi des agriculteurs et ouvriers craignent pour leur avenir dans cette économie incertaine subissant les menaces extérieures : immigration, nouvelles technologies et mondialisation. La droite religieuse (blanche) et les méga-églises veulent que leurs valeurs familiales soient reprises dans les lois et les institutions sociales : prière dans les écoles, « écoles de choix », sexualité « normale », c'est-à-dire l'opposition au mariage homosexuel, questions d'identité sexuelle, interdiction de l'avortement, etc. C'est la base d'une guerre « culturelle » qui qualifie un certain nombre de positions sur les sujets de société comme « non-américaines ». Un autre élément de l'électorat républicain provient de « l'exurbia », où les très riches construisent non seulement des châteaux, mais aussi d'énormes complexes avec des piscines, des salles d'exercice, des spas et des installations sportives.

Dans cette société qui encourage l'individualisme, l'idée de perdre le contrôle de son mode de vie traditionnel peut engendrer la peur. Une personnalité autoritaire de la télé-réalité, Trump, a promu cette peur et s'est proposé comme solution. Les politiques qui ne voulaient pas s'y rallier devaient être vaincus et remplacés par des plus loyaux. Les rassemblements de Trump ont alimenté une atmosphère de recherche d'ennemis partout, intégré et stimulé l'extrême droite - les Proud Boys, les Three Percenters, les Oath Keepers et d'autres types de milices - qui sont venus armés aux rassemblements de Trump. Comment gérer cette base, qui le soutient toujours, est un problème non seulement pour la gauche, mais aussi pour le

parti républicain. Ces théoriciens de la conspiration ne sont pas loyaux envers le parti, mais fidèles à Trump.

APRÈS LE VOTE ANTI-TRUMP

L'élection de 2020 portait moins sur le programme politique de l'un ou l'autre parti que sur un vote pour ou contre Trump. Le parti républicain s'est limité à dire qu'il soutenait Trump et ce qu'il représentait. Joe Biden a principalement dénoncé la gestion désastreuse du virus par Trump. Le programme du Parti Démocrate était centriste appelant à une expansion du système de soins de santé mis en place sous Obama, mais pas à son remplacement par un système de santé pour tous, comme Bernie Sanders l'avait demandé. Biden a également choisi comme colistière une femme noire dont la mère est originaire d'Inde, Kamala Harris, également centriste, mais cela traduit aussi la réalité que les femmes noires ont joué un rôle crucial dans la victoire du Parti Démocrate.

En dépit de l'élection de quelques voix qui se réclament du socialisme au Congrès - Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez ou Rashida Tlaib - le réalignment des deux partis n'a pas créé les conditions de l'émergence d'un parti ouvrier. Depuis les élections de novembre, plus de cent projets de loi ont été introduits dans les assemblées législatives des États fédérés pour restreindre l'exercice des droits de vote : une prochaine opération de charcutage électoral¹ est sur le point d'avoir lieu.

Même en pleine pandémie, les milliardaires sont de plus en plus nombreux. Après avoir bénéficié d'une réduction d'impôts et d'un système judiciaire fédéral plus favorable aux entreprises, les millionnaires n'ont plus besoin de Trump. Alors que l'administration Biden s'apprête à mettre en œuvre des politiques sociales temporaires justes nécessaires pour parer aux crises qui arrivent et préparer le terrain pour le maintien du contrôle du Congrès par le Parti Démocrate lors des élections de 2022, la question est, comme toujours, de savoir dans quelle mesure les mouvements sociaux peuvent faire entendre leur voix, leurs revendications. □

1. Charcutage électoral. Dans la plupart des Etats, les instances législatives supervisent la cartographie des districts pour les élections au Congrès après le recensement de la population par les autorités fédérales. Généralement, le parti dominant dans un État dessine ces cartes à son avantage, créant souvent des districts d'apparence étrange.

L'État français et la Kanaky

PAR PAR MINA KHERFI*

Après le 2^{ème} referendum sur l'indépendance de la Kanaky (octobre 2020), une nouvelle lutte importante est menée par les indépendantistes depuis décembre autour de la vente de l'usine Vale. Mais quels sont les intérêts (géo)politiques et économiques pour lesquels l'État et l'impérialisme français tiennent tant à conserver la mainmise sur la Kanaky ?

La France doit en partie son statut de « grande puissance mondiale » à ses dernières possessions coloniales : les Outremer. « *Notre priorité partagée c'est de construire un axe indo-pacifique fort pour garantir à la fois nos intérêts économiques et de sécurité* », affirmait E. Macron lors de sa venue à Nouméa en 2018. Et d'ajouter : « *La France serait moins belle sans la Nouvelle-Calédonie* », ce qui résume bien cet attachement, fait d'intérêts économiques, militaires, stratégiques qui contribuent à la « grandeur » de la France. Il faut donc s'attendre à ce que l'État consacre un maximum d'énergie pour ne pas perdre cet atout, « *quitte à lâcher un peu pour ne pas tout perdre* ».

ANCRAGE MILITAIRE ET INFLUENCE DIPLOMATIQUE

L'Asie du Sud est devenue un axe géo-stratégique très important, les enjeux économiques se déplaçant de plus en plus vers le Pacifique. Toutes les grandes puissances y sont présentes pour sécuriser leurs voies d'approvisionnement. Les États cherchent à accroître leur influence économique, politique et militaire, et les dépenses militaires de la région Pacifique explosent. Or la Kanaky bénéficie d'infrastructures et de ressources importantes lui permettant de jouer un rôle majeur dans cette région.

La France y possède une base militaire importante (1 450 militaires). Ces implantations militaires sont le lien physique qui rattache le territoire à la métropole, située à 17000 km. En collaboration avec les États de la zone, ces bases permettent à la France de mener très loin de son territoire national des opérations de surveillance et de sécurité maritime, de secours aux populations, et potentiellement de guerre. Cela permet de renforcer des alliances, de tester ses

matériels et de promouvoir l'armement français : l'Australie a ainsi commandé 12 sous-marins à la France en 2019.

Par ailleurs, la Kanaky et la Polynésie permettent à la France de participer à de nombreuses instances politiques du Pacifique, comme le Forum des îles du Pacifique, ou la Communauté du Pacifique Sud. La CPS a été créée par les puissances occidentales présentes dans le Pacifique, dans un but d'assistance scientifique et technique : elle est basée à Nouméa, et la France y siège, en plus de ses 3 territoires du Pacifique : Kanaky, Polynésie, Wallis et Futuna, et bénéficie ainsi de 4 votes.

La Kanaky sert aussi de base arrière pour un certain nombre d'instituts et d'agences françaises qui contribuent au rayonnement scientifique, technique et culturel de la métropole : AFD, IFREMER, IRD, CNRS, BRGM, Météo France, Forum francophone du Pacifique.

INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES

La France possède une Zone économique exclusive (périmètre d'exploration et d'exploitation exclusive) de près de 11 millions de km², le 2^{ème} domaine maritime mondial après les États-Unis. Elle peut tout explorer et exploiter : sol, sous-sol, eaux et toutes les ressources qui s'y trouvent. Alors que la France métropolitaine ne représente que 3 % de cette surface, la Kanaky apporte à la zone maritime Française, 1,4 millions de km².

IMPORTATIONS

Un tiers des importations de la Kanaky vient de France (produits alimentaires, appareils électriques...). La France donne des fonds publics et récupère en fonds privés (consommation des ménages dans les grandes entreprises françaises). Les Outremer, où la vie est chère, permettent

à la France d'écouler les produits de ses multinationales. Enfermer la Kanaky dans une économie de comptoir permet de développer les monopoles. On inonde le marché de produits issus d'une production de masse et importée souvent moins cher que les produits locaux.

Par ailleurs, l'indexation des salaires élevée d'une partie de la population fait monter les prix : la cour des comptes elle-même a posé le problème des fonctionnaires d'État surpayés par rapport au coût de la vie sur le territoire.

Un autre type de flux financiers important du territoire vers la métropole est le rapatriement des profits des entreprises françaises et l'épargne des personnels d'État en Kanaky. Elle figure au 5^{ème} rang des régions françaises productrices de richesses, loin devant les autres territoires d'Outremer.

LE RECOURS À L'ÉTAT ENTRETIENT LA DÉPENDANCE

La droite calédonienne, ne voulant pas initier des réformes économiques et fiscales qui remettraient en cause les intérêts du patronat et des grandes familles (Ballande, Lafleur, Pentecost...) qui ont bâti leurs fortunes au début de la colonisation, a fréquemment recours à l'État français, par le biais de prêts. Cela entretient la dépendance vis-à-vis de la mère patrie.

LE FRANC CFP

Le Franc Pacifique qui a cours actuellement en Kanaky, en Polynésie Française et à Wallis et Futuna fonctionne exactement comme le franc CFA. Il est émis par l'institut d'émission d'Outremer (IEOM, un établissement public français basé à Paris). Il est arrimé à l'euro ; l'État français en garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixe et les calédoniens

n'ont pour le moment pas leur mot à dire sur cette politique monétaire.

FAVORISER L'IMMIGRATION FRANÇAISE

Déjà en 1972 la circulaire Messmer invitait ouvertement les français à venir en nombre en Kanaky, pour noyer le peuple Kanak en le mettant en minorité et éviter l'indépendance. Depuis le peuple Kanak est devenu minoritaire sur sa propre terre. Aussi lors des deux derniers référendums d'autodétermination, malgré le gel électoral qui empêche les votes des européens arrivés récemment sur le territoire, le non à l'indépendance l'a emporté par deux fois, même si le oui progresse de façon significative.

LE NICKEL

La Kanaky possède 8 % des réserves mondiales de nickel, et est le 6e producteur mondial. C'est est un minerai indispensable dans nos sociétés, et est utilisé dans de nombreux alliages tant dans l'électronique, la bijouterie, l'industrie lourde, les monnaies. C'est la principale ressource minière de la France, et l'un de ses atouts dans le Pacifique, la Chine étant son premier acheteur. L'un des grands exploitants, la SLN (Société le Nickel), est une filiale du groupe français ERAMET dont l'État détient 26 % des parts.

LA VENTE DE L'USINE DU SUD : INTÉRÊTS DES MULTINATIONALES CONTRE ASPIRATIONS DES POPULATIONS LOCALES

En décembre 2019, la société Vale Nouvelle-Calédonie qui exploite l'un des plus grands gisements de nickel du pays et une usine de transformation du minerai, dans la province Sud, (au total cela concerne près de 3 000 emplois, dont 1 500 emplois indirects) a annoncé vouloir quitter le pays et revendre ses parts. L'occasion pour les indépendantistes de faire revenir une partie des ressources minières dans le giron public, afin de garder le contrôle sur la politique de l'entreprise, à l'image du massif de Koniambo dont la province Nord (indépendantiste) est actionnaire à 51 %.

Depuis le début, l'État joue un jeu trouble, resté sourd à toute demande de discussion des indépendantistes. Alors que la sonnette d'alarme avait été tiré depuis des mois, S. Lecornu avait refusé de recevoir le collectif « Usine du sud = Usine pays » et de traiter le dossier lors de sa venue en octobre, puis une fois les actions lancées et la tension au maximum, il a tendu la main, bien trop tard, au FLNKS.

Aujourd'hui, les indépendantistes ont décidé de couper toute discussion avec l'État sur l'avenir de la Kanaky, tant que le dossier usine du Sud n'aura pas trouvé une issue sincère, transparente et qui s'inscrive dans le cadre de la sortie de l'accord de Nouméa. Les actions vont se multiplier jusqu'au 12 février, date de réponse de l'État sur la vente de l'usine.

Mais Vale NC (dirigée par le Français Antonin Beurrier), l'État et les partis anti-indépendantistes en ont décidé autrement. L'offre de reprise déposée par la Sofinor (société de financement de la Province Nord) et par un partenaire industriel sud-coréen, avec un projet d'actionariat public calédonien à 56 %, a été écartée, au profit de l'offre du consortium « Prony Resources », mis sur pied par A. Beurrier lui-même, soutenu par l'État, et financé en grande partie par le négociant international Trafigura (tristement célèbre pour avoir déversé des déchets toxiques en Côte d'Ivoire, empoisonnant des dizaines de milliers de personnes¹ et par des investisseurs calédoniens privés (probablement issus des grandes fortunes coloniales). Cette offre ne correspond pas du tout au modèle économique envisagé par les indépendantistes, et ne respecte pas les garanties environnementales.

La mobilisation en opposition à cette reprise a pris une ampleur sans précédent depuis le mois de septembre. « Trafigura dehors », « Non au bradage de notre patrimoine foncier » font partie des mots d'ordre du collectif USUP qui rassemble les institutions coutumières, le FLNKS, le MNSK (mouvement nationaliste pour la souveraineté de Kanaky), l'USTKE (syndicat indépendantiste), et plusieurs associations environnementales.

Tous convaincus que la maîtrise des ressources, qu'elles soient minières ou autres, est bien un élément indispensable à la souveraineté d'un pays. Ces dernières semaines, suite à l'annonce de la signature d'un accord ferme entre Vale et Trafigura, les grèves générales, blocages, barrages, manifestations, se sont multipliés. Cette reprise est devenue emblématique de la domination coloniale de l'État et des investisseurs étrangers.

Désormais, J. Castex et le ministre de l'Outre-mer S. Lecornu cherchent à faire peser la responsabilité des « violences » sur les militants indépendantistes, niant le fait que c'est l'État qui nourrit ces mobilisations, par son soutien à la stratégie de Vale et de la province Sud, et son refus de négocier une reprise locale et publique de l'usine. Depuis ces actions, la

répression est forte ; arrestations, peines de prison. Plus de 20 licenciements de militants ont été prononcés par Vale, dont l'USTKE a dénoncé l'irrégularité.

L'affaire de la reprise de Vale est en réalité une énième tentative de l'État et des anti-indépendantistes de faire obstruction au processus de décolonisation. Ils ont jusqu'ici affronté toutes les mobilisations en restant campés sur une seule position : finaliser la vente, et donner blanc-seing à Vale Monde; tout est fait pour que l'usine du Sud revienne sous contrôle de l'État et des intérêts européens.

DEPUIS DEUX MOIS, LE BRAS DE FER EST ENGAGÉ ET LA TENSION EST FORTE

Ils revendiquent avant tout que l'État et la province Sud compétente en matière environnementale, exigent de la société Vale Monde une garantie sur les risques environnementaux, et le traitement des résidus de l'usine (30 à 45 millions de m³) ; et ils demandent une expertise indépendante et une enquête épidémiologique sur les travailleurs et les populations riveraines.

L'ICAN (l'instance coutumière autochtone de négociations) se demande « comment relancer un processus consensuel durable, avec une droite coloniale archoutée sur un modèle libéral exacerbé, qui fait que les Kanak et les populations calédoniennes sont toujours après 130 ans spoliés du fruit de leur sous-sol. »

La tension est montée d'un cran le 2 février 2021 avec la démission des chefs des deux groupes nationalistes (UNI et UC-FLNKS) au congrès de la Nouvelle Calédonie, démission qui a entraîné la chute du gouvernement collégial (les indépendantistes disposant de 5 sièges sur 11 au niveau de l'exécutif), un nouveau gouvernement devant être réélu le 17 février. Il s'agit pour les indépendantistes d'une « initiative politique » liée à la crise de confiance qui s'est installée au sein de l'exécutif mettant à mal la collégialité, autour de la vente de l'usine du Sud, du budget primitif 2021 non voté et de l'absence de dialogue constructif avec l'État sur la prochaine consultation. □

*Mina Kherfi est représentante de l'USTKE (Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités)

Sources : « Vers l'indépendance de Kanaky - Nouvelle Calédonie » de l'association SURVIE ; La voix de Kanaky (janvier-février 2021) ; Bulletin d'information de l'ICAN (décembre-janvier 2021)

1. https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_du_Probo_Koala

Algérie : le Hirak, une insurrection populaire prélude à une révolution ! La répression comme outil de sécurité préventive

PAR HOCINE G*

Après une grande offensive des classes populaires en 2019, le passage en force de l'élection présidentielle de décembre 2019 puis la pandémie ont ouvert une phase de reflux et de réorganisation des forces en présence.

Contrarié par l'échec d'organisation de l'élection présidentielle du 4 juillet, Gaïd Salah décide de prendre les choses en main et jette son poids dans la bataille. Le 10 juillet, il qualifie de traîtres tous ceux qui scandent le slogan « État civil et non militaire ». Le 8 août, il déclare que les revendications du Hirak sont satisfaites et intime l'ordre au chef d'État par intérim de convoquer l'élection présidentielle, ce que ce dernier fera le 15 septembre. Le 18 septembre, il revient à la charge et donne l'ordre de bloquer les entrées de la capitale aux citoyens des autres wilayas.

Le 15 octobre, Gaïd Salah accuse les manifestants d'être payés par de « l'argent sale » et menace de poursuites ceux qui tenteraient de perturber la tenue du scrutin ou d'inciter les votants à le boycotter. Il défend également le projet de loi, controversé, sur les hydrocarbures, élaboré avec l'expertise des multinationales. Ce projet de loi devait emporter la caution des puissances impérialistes à la feuille du pouvoir. Avec des slogans « L'Algérie n'est pas à vendre », « le peuple refuse cette loi », des milliers de personnes et d'étudiants ont manifesté devant l'APN pour s'opposer au projet de loi controversé sur les hydrocarbures et au scrutin du 12 décembre. Pendant les trois mois qui précèdent les élections, les arrestations de militants se sont multipliées. Malgré les appels au rejet des élections le pouvoir a réussi à les organiser avec un taux de participation officiel de 39 %. La campagne de boycott et de grève générale n'a réussi qu'en Kabylie.

LE HIRAK À L'ÉPREUVE DE LA RÉORGANISATION DU RÉGIME

Malgré le faible taux de participation, le Hirak enregistre sa première défaite. Les larges masses se sont rendu compte de leur incapacité à empêcher les élections. Pourtant, les masses populaires ne s'avouent pas vaincues. Le lendemain du scrutin, des centaines des milliers de personnes déferlent dans la rue pour contester sa légitimité au nouveau président avec le slogan « Tebboune le fraudeur est ramené par l'armée, il n'est pas légitime ». Le pari des élections étant remporté, le nouveau président mal élu s'attelle à recréer une base sociale, se donner une légitimité factice et préparer la deuxième séquence de normalisation en lançant le chantier de la révision constitutionnelle. Le 19 décembre, à l'issue de sa prestation de serment, le nouveau président salue le Hirak et déclare que « *la grande réussite est le fruit du mouvement populaire initié par notre peuple qui a refusé, grâce à sa conscience, l'effondrement de l'État et de ses institutions* ». Contrairement à Gaïd Salah, il admet que les revendications du Hirak ne sont pas satisfaites et s'en fait le promoteur. Des lors, il entreprend de libérer quelques dizaines de détenus d'opinion dans le courant des mois de décembre et janvier. Tandis que 150 autres détenus continuent de moisir en prison. [...] Abdelaziz Djerad, nouveau premier ministre, déclare « *l'urgence de prendre des mesures pour contenir le mécontentement populaire* ». Il a désormais l'occasion et le pouvoir de prendre ses mesures pour en finir avec le Hirak.

Le 4 février 2020, parmi les 3 471 détenus qui sont graciés par le président

Tebboune, il n'y a qu'un seul, selon le CNLD, qui est un détenu du Hirak. Mais, à l'approche du premier anniversaire du déclenchement du processus révolutionnaire, le président Tebboune poursuit sa démarche démagogique et déclare que « *le Hirak est un phénomène salutaire [qui] a épargné au pays une catastrophe* ». Il décrète que le 22 février sera désormais fêté tous les ans en tant que « *Journée nationale de la fraternité et de la cohésion entre le peuple et son armée pour la démocratie* ». Ce à quoi les centaines de milliers de personnes, qui ont déferlé dans la rue à l'occasion de cet anniversaire, ont répondu par le slogan : « On n'est pas venus faire la fête, on est venus pour vous virer ».

La réorganisation du régime s'opère aussi par le biais de la recomposition du pouvoir. Plusieurs hommes de main de l'ancien chef d'état-major sont démis de leur fonction, voir limogés. Il en est ainsi des puissants directeurs de la DCSA (Direction centrale de la sécurité de l'armée), de la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure) et du directeur de la justice militaire. Ce qui a mené à la révision de beaucoup de procès d'oligarques, de ministres et à l'acquiescement des généraux Mohamed Mediène, Bachir Tartag, Khaled Nezzar, des civils Saïd Bouteflika et Louisa Hanoune, dirigeante du PT, toutes poursuivies et condamnées en septembre 2019 pour « *complot contre l'autorité de l'État et atteinte à l'autorité militaire* ». La réorganisation du pouvoir semble impliquer les anciens ténors de l'État profond et se débarrasser de l'image et du souvenir encombrant de celui qui fut le pourfendeur personifié du Hirak et

le timonier de la période post-Bouteflika. La révision de la Constitution qui était conçue comme une séquence de consolidation du régime et devait effacer le souvenir du coup de force électoral du 12/12¹ a abouti aux résultats inverses. La débâcle électorale du référendum constitutionnel du 1^{er} novembre 2020 (24% de participation, mais 14% seulement du corps électoral ont voté oui) a aggravé l'illégitimité de Tebboune et a réaffirmé le rejet total du régime. Cette révision est intervenue alors que Tebboune est hospitalisé en Allemagne pour cause de Covid-19. Ce n'est que deux mois plus tard qu'il rentrera au pays pour signer la loi de finance 2021 et ratifier la nouvelle ancienne Constitution. Hormis une rhétorique démagogique, aucun changement notable n'est introduit. Le même régime présidentiel est maintenu avec un renforcement et un élargissement des prérogatives du président. Le bicaméralisme est maintenu et la possibilité d'envoyer la troupe sur des territoires étrangers est désormais constitutionnalisées. Le peuple n'a aucune disposition réelle lui permettant d'exercer sa souveraineté effective. Le pouvoir a également démontré sa volonté de récupérer le Hirak en faisant son éloge dans le préambule. Une douzaine de jours plus tard, Tebboune regagne l'Allemagne pour des soins complémentaires a-t-il déclaré. Il aurait développé une phlébite durant son premier long séjour.

Si dans d'autres pays, l'absence prolongée du président est source d'inquiétude pour les institutions et la société, en Algérie le régime nous a habitué avec le règne de Bouteflika à ce genre d'éclipse sans incidence sur le cours de la vie politique nationale, tellement le pouvoir réel est exercé par des forces extraconstitutionnelles ou par l'armée. Ce qui inquiète et irrite le peuple, c'est l'insupportable discrimination que pratiquent les gens du pouvoir qui cassent le système de soin du pays et qui se font soigner à l'étranger quand il y va de leur vie ou de celle de leurs proches.

LA PANDÉMIE, LE MALHEUR QUI PROFITE AU POUVOIR

Confronté à la menace épidémique, les protagonistes du Hirak ont appelé à la suspension des mobilisations pour préserver les vies humaines. Mais l'avènement de la pandémie de Covid-19 a été une aubaine pour le pouvoir qui va exploiter cette pause pour en finir avec le Hirak. Des centaines de militants seront harcelés, arrêtés et condamnés pour délit

d'opinion les mois suivants. C'est le ministère des affaires religieuses qui va donner le la de la politique répressive qui allait être mise en place. Faisant référence aux informations qui circulent sur l'épidémie du coronavirus, l'autorité religieuse du pays a pondu, au début du mois d'avril, une fatwa (décret religieux) dans lequel il est dit : « *Il est illicite de fabriquer, diffuser et propager de fausses informations. Ces mensonges font partie des péchés capitaux* ». Quelques semaines plus tard, un projet de loi réformant le Code pénal a été soumis à l'assemblée nationale et sera expédié en une demi-journée par les députés du régime contesté. Le texte, qui criminalise « *la diffusion de fausses informations portant atteinte à l'ordre et à la sécurité publics* » prévoit « *des peines de prison de trois ans, voire le double en cas de récidive* ». Un autre article du même texte rend passible de « *six mois à deux ans de prison toute personne coupable de faits exposant la vie privée d'autrui ou mettant son intégrité physique en danger* ». La peine peut aller jusqu'à cinq ans de prison si les faits ont lieu durant des « *périodes de confinement sanitaire ou d'une catastrophe naturelle, biologique ou technologique ou de toute autre catastrophe* ». S'appuyant sur ces nouvelles dispositions pénales, le gouvernement poursuivra et condamnera des centaines de citoyens pour leur activisme pendant le Hirak et réprimera toutes les tentatives de reprises de la contestation.

LA NOUVELLE ALGÉRIE, LE CAUCHEMAR CONTINUE !

Sur le plan sanitaire, 2 866 décès sont décomptés officiellement depuis le début de l'épidémie, mais en l'absence de transparence ces données restent discutables... L'état de délabrement avancé de nos hôpitaux considérés comme des mouiroirs, la détresse des populations et du personnel médical ainsi que la chape de plomb que le pouvoir a imposée sont autant d'indicateur que la situation est plus dramatique qu'elle ne paraît. Tandis que le gouvernement culpabilise et accuse les citoyens d'être responsables de la propagation de la crise. Des lois sont ainsi promulguées pour criminaliser et condamner les citoyens qui « *auraient exposé d'autres citoyens aux risques de contamination* ». Plusieurs militants sont condamnés pour ce motif fallacieux. Parallèlement, des instructions sont données aux services de sécurité pour infliger des contraventions à toutes personnes qui n'aurait pas porté de masque dans l'espace public,

obligeant les gens à consacrer une partie de leurs revenus à l'achat de masques, favorisant ainsi le développement d'un nouveau business. Au lieu de doter les hôpitaux publics de moyens et équipements adéquats et au besoin, réquisitionner les structures hospitalières privés, le gouvernement encourage le privé à exploiter la détresse des gens en leur faisant payer le prix fort pour un scanner, un test PCR, un test rapide... En attendant, l'activité ordinaire des hôpitaux est suspendue, poussant les malades à recourir au privé. Parallèlement, des campagnes de collectes d'argent sont chaque jour organisées par des associations pour faire bénéficier des malades de prise en charge médicale à l'étranger (Turquie, Tunisie, etc.).

L'avènement de la pandémie et la gestion bureaucratique et répressive qui l'a caractérisée ont gravement dégradé la situation sociale. Le couvre-feu qui a été décrété et reconduit depuis le mois de mars, l'arrêt brutal imposé à des centaines de milliers d'établissements, de commerce, aux transports, etc. a paralysé l'activité économique et commerciale du pays, engendrant des centaines de milliers de pertes d'emploi et de revenus. En l'absence de statistiques, le chiffre de 500 000 emplois perdus avancé par le gouvernement en décembre dernier est largement en deçà de la réalité. Des centaines de milliers de journaliers et d'artisans exerçant dans l'informel ne sont pas décomptés.

La pandémie a été aussi une aubaine pour un secteur privé prédateur pour piétiner le Code du travail, licencier les travailleurs et augmenter la cadence du travail au sein des entreprises, y compris dans des secteurs non touchés par la pandémie, comme l'agroalimentaire. Pour contourner les dispositions du décret exécutif enjoignant aux entreprises de mettre 50 % de leurs personnels en congé exceptionnel rémunéré, les patrons ont tous simplement fermé les entreprises et ont procédé aux licenciements abusifs de centaines de milliers de travailleurs. Dans le secteur de l'industrie automobile créé dans le cadre 51/49², à Numilog Bejaïa, c'est le lock-out qui est utilisé pour mettre dehors les travailleurs.

Derrière le slogan de nouvelle Algérie, se profile une dictature et une remise en cause de ce qui reste des acquis sociaux et démocratiques. Alors que des entreprises privées licencient à tour de bras,



le gouvernement prépare la privatisation des entreprises publiques, sous couvert de partenariat public/privé, miroitant financements frais et meilleurs managements. C'est cette escroquerie politique qui a été suivie au début des années 90 et qui a fini par détruire un million d'emplois et pousser des centaines de travailleurs au suicide. Le secteur privé, qui a bénéficié de l'apologie du gouvernement de l'époque et de l'argent frais du Trésor public, voit aujourd'hui beaucoup de ses représentants en prison pour crime économique. Mais, le gouvernement, qui agit comme un parfait secrétaire de la bourgeoisie, du FMI et de la banque mondiale, nous propose d'aujourd'hui, d'effacer tout et de recommencer. Cela ne peut être accepté, cela ne doit pas être accepté !

FORCE ET FAIBLESSE DU HIRAK

Le Hirak a révélé un potentiel d'énergie insoupçonné. [...] Mais sans la solide colonne vertébrale qu'aurait pu lui offrir la classe ouvrière et sans projet alternatif clair dans ses bagages, il n'a pas pu muer en une force organisée et centralisée, seule capable de venir à bout du régime et inaugurer une période de transition révolutionnaire.

Dès le 26 février, le PST avertissait dans sa déclaration : « *Les ultralibéraux de l'opposition espèrent arriver au pouvoir en se hissant sur les épaules des masses populaires mobilisées. Ils demandent aux travailleurs, aux chômeurs, aux jeunes, aux étudiants et lycéens... de mettre entre parenthèses leurs revendications économiques et sociales propres.* » Ainsi dès le début, les directions syndicales ont utilisé leur pouvoir d'inertie pour faire en sorte que les travailleurs ne jouent pas un rôle d'avant-garde et dissolvent leur identité de classe dans le mouvement populaire et son rituel de marches du vendredi. Le Hirak ne s'est pas accompagné par un mouvement de démocratisation des syndicats. La petite révolte bureaucratique qui a secoué l'UGTA au printemps 2019 s'est rapidement résorbée dans un congrès organique qui a enregistré le départ de Sidi Saïd. La nouvelle direction a poursuivi sa traditionnelle mission d'accompagnement du gouvernement dans ses réformes libérales et participe aux campagnes de réorganisation du régime, comme la manifestation organisée le 9 décembre 2019 pour soutenir l'élection présidentielle ainsi que la campagne menée en faveur de la révision

constitutionnelle. Son secrétaire général est descendu même à la base pour casser la grève des travailleurs du port de Bejaia qui menaçait aussi bien le gouvernement que le groupe Cevital. Pendant ce temps, les travailleurs à la base (ceux de Numilog Bejaia, Samha Brandt Sétif, Eniem Tizi-Ouzou, Briqueterie de Seddouk, de Renault Algérie, ETRHB Haddad, Sovac, ENIE Belbabbes, etc.) qui sont victimes de licenciements abusifs, de chômage technique unilatéral, d'absence de salaires et de fermeture de leurs entreprises découvrent la faillite politique de sa direction et le vide abyssal qui règne au sein de l'organisation, incapable d'organiser la solidarité ouvrière autour d'eux. Quant aux syndicats autonomes, l'espoir suscité lors de la création de la CSA³. s'est estompé au fil des mois. Cette confédération n'a pas pu impulser une dynamique syndicale combative. Son attitude méfiante envers le Hirak, à l'exception du Satef et Snapa-Cgata de Béjaïa, a mis en évidence le caractère opportuniste des directions qui la composent et leur proximité avec les institutions du régime et les partis libéraux. Leurs incapacités à organiser la défense du personnel du corps médical livré à lui-même en plein Covid, à faire valoir les droits des pré-emploi à l'intégration ou à défendre les fonctionnaires des communes sans salaires pendant des mois montre le caractère bureaucratique et médiatique de la construction de ces syndicats.

C'EST L'UNION QUI FAIT LA FORCE !

Aujourd'hui, en raison de la pandémie, le Hirak est démobilisé. Mais avec la crise économique et sociale le foyer de la lutte se déplace de la contestation populaire vers la contestation sociale.

Le cri des travailleurs, des chômeurs et des opprimés raisonne dans les quatre

coins du pays. Mais alors que le gouvernement et le patronat agissent de concert, les travailleurs sont divisés, victimes de la vision corporatiste de leurs syndicats qui les condamne à l'impuissance. Ce qui arrive aux travailleurs de Numilog qui ne peuvent pas à faire appliquer les décisions de justice rendues en leur faveur ; ou bien encore l'inspection du travail qui leur demande d'accepter le chantage de l'employeur en échange d'une reprise hypothétique, est la preuve la plus éclatante de la collusion qu'il y a entre le patronat et les institutions de l'État.

Le Hirak a montré que les Algériennes et les algériens ne veulent plus vivre dans les mêmes conditions de misère et d'autoritarisme. Ils aspirent profondément au changement radical du régime et à plus de démocratie et d'égalité sociale. Ils demeurent attachés à la souveraineté populaire, la souveraineté nationale et un contrôle effectif sur leurs richesses. L'exemple de la Tunisie qui replonge dans la contestation au dixième anniversaire de la révolution doit donner à réfléchir au Hirak algérien s'il ne veut pas que le processus révolutionnaire ne s'épuise dans les illusions démocratiques sans lendemain. Revendications politiques et sociales des masses exploitées et dominées doivent se combiner afin que le mouvement devienne plus puissant. Autrement dit, nous devons travailler à donner une unité et une cohérence aux classes populaires, aujourd'hui fragmentées politiquement, désorientées idéologiquement et exploitées économiquement. □

*Hocine G est militant du Parti socialiste des travailleurs

1. 12 décembre 2019, élection présidentielle, NDLR
2. Loi qui limite la participation de capitaux étrangers dans une société algérienne à 49%, NDLR
3. Confédération des syndicats autonomes, NDLR



Face à la pandémie, un an de faillite des gouvernements et des institutions capitalistes

PAR JULIEN SALINGUE

Cela fait désormais plus d'un an que la crise liée à la pandémie de Covid-19 s'étend aux quatre coins de la planète. Un an de gestion catastrophique par les classes dominantes, face à laquelle il est plus que jamais temps d'opposer la perspective d'un autre monde.

Le 23 janvier 2020, les autorités chinoises plaçaient en totale quarantaine les 11 millions d'habitantEs de la ville de Wuhan, confinaient toute la province du Hubei (60 millions d'habitantEs) et annonçaient la création de plusieurs hôpitaux en une dizaine de jours. Certains ironisaient alors sur la gestion de crise « à la chinoise », tandis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), réunie en urgence ce même 23 janvier, décidait, au vu des informations disponibles, de ne pas considérer le nouveau coronavirus apparu en Chine comme une « urgence de santé publique de portée internationale ». « *Le chaînon manquant pour décréter une telle urgence, c'est un cas de transmission d'homme à homme dans un pays qui ne serait pas la Chine* », expliquait alors Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de l'université de Genève¹.

« *Les risques de cas secondaires autour d'un cas importé sont très faibles, et les risques de propagation du virus dans la population sont très faibles* », déclarait quant à elle la ministre de la Santé Agnès Buzyn, le 24 janvier. Trois jours plus tôt, elle se voulait déjà rassurante : « *Notre système de santé est bien préparé, les établissements de santé ont été informés et des recommandations de prise en charge ont été délivrées* ». Le 21 janvier également, un certain Didier Raoult, directeur de l'IHU Méditerranée Infection, expliquait : « *Le monde est devenu complètement fou. Il se passe un truc où il y a trois Chinois qui meurent et ça fait une*

alerte mondiale, l'OMS s'en mêle, on en parle à la télévision et à la radio ».

IMPRÉPARATION ET MENSONGES

Il ne s'agit évidemment pas de faire ici le procès, facile au vu des développements de l'épidémie depuis un an, de ceux qui ont pu relativiser le danger et l'ampleur de la crise à venir, et ce rappel ne vise évidemment pas à laisser entendre que nous serions de ceux qui avaient « tout » anticipé. Force est toutefois de constater que le retard à l'allumage global face à la pandémie de Covid-19 apparaît *a posteriori* comme une forme de « péché originel » de la gestion de la crise par la plupart des institutions et des gouvernements capitalistes. Et le moins que l'on puisse dire est que nous sommes bien placés, en France, pour le savoir, avec un président de la République qui, en l'espace de 10 jours en mars 2020, est passé de l'injonction rassurante, en mettant en scène sa propre sortie au théâtre (« *La vie continue, il n'y a aucune raison, mis à part pour les populations fragilisées, de modifier nos habitudes de sortie* » — 6 mars) à la posture martiale et guerrière (« *Après avoir consulté, écouté les experts, le terrain et en conscience, j'ai décidé de renforcer encore les mesures pour réduire nos déplacements et nos contacts au strict nécessaire* » — 16 mars). Et ce n'est qu'un exemple parmi d'autres à l'échelle internationale...

Incapables de reconnaître leurs erreurs, nos gouvernants se sont enfoncés dans le déni, voire le mensonge. On pense ici entre autres aux désormais fameuses déclarations de Sibeth N'Diaye, alors

porte-parole du gouvernement, sur C-News le 23 mars : « *Je crois qu'on ne peut pas dire qu'il y a eu un défaut d'anticipation de cette crise, bien au contraire.*

» La même Sibeth N'Diaye expliquait pourtant sur France Inter, le 4 mars, soit deux semaines avant le confinement total : « *On ne va pas fermer toutes les écoles de France. C'est comme quand il y a une épidémie de grippe en France, on ne ferme pas toutes les écoles* ». On pense également aux mensonges répétés sur les masques, au sujet desquels la « doctrine » du gouvernement français n'a évolué que dans le but de dissimuler la pénurie, mais aussi aux mensonges des autorités italiennes ou chinoises sur le nombre de morts, sans même parler, dans un autre registre, des dangereuses âneries de Donald Trump (qui qualifiait par exemple, en février 2020, la pandémie de Covid-19 de « canular » des Démocrates), de Boris Johnson ou de Jair Bolsonaro.

Au-delà des différences de stratégies et de positionnement, le point commun entre les divers gouvernements et institutions capitalistes dans leur gestion de la pandémie est leur refus obstiné de considérer la nécessité de prendre le mal à la racine. Et pour cause ! Car de manière globale, la crise du coronavirus a joué un rôle de révélateur : des conséquences dramatiques de l'austérité sur les systèmes de santé ; des catastrophes que peut générer le développement sans limite



de l'agro-business, pour lequel le profit prime tout, y compris la vie, la nôtre et celle de la planète ; des dangers inhérents à l'économie capitaliste, contradictoire dans son essence même avec la planification de la production et son orientation vers les besoins de touTEs, pas les profits de quelques-uns ; de l'irresponsabilité de nos gouvernants qui, après avoir détruit l'hôpital public, ont pris, autoritairement, des mesures contradictoires et inefficaces, obsédés qu'ils sont par la sauvegarde du système économique, au mépris de la santé du plus grand nombre.

RÉORGANISATION DES RELATIONS SOCIALES

Pour le dire autrement, une véritable politique de lutte contre la pandémie impliquerait de prendre des mesures radicalement contradictoires avec la logique du profit capitaliste, et d'aller exactement à l'inverse de ce qui s'est fait durant des dizaines d'années de néolibéralisme débridé. La naissance même du virus et son développement initial résultent, à bien des égards, du fonctionnement du système capitaliste, comme le rappelle le géographe marxiste suédois Andreas Malm : « Il est pour ainsi dire logique que de nouvelles maladies étranges surgissent du monde sauvage : c'est précisément au-delà du territoire des humains que résident des pathogènes inconnus. Mais ce monde pourrait être laissé tranquille. Si l'économie actionnée par les humains ne passait pas son temps à l'assaillir, à l'envahir, à l'entailler, à la couper en morceaux, à le détruire avec un zèle frisant la fureur exterminatrice, ces choses n'auraient pas lieu. Bien à l'abri parmi leurs hôtes naturels, les agents pathogènes n'auraient pas à bondir vers nous². »

Ainsi, si Macron et ses semblables se sont illustrés par une gestion calamiteuse de la crise, ce n'est pas – seulement – par incompetence, mais aussi en raison de ce qu'est leur vision du monde, de l'économie, des rapports sociaux, de la politique. Dans l'imaginaire étroit de ces adeptes béats de l'économie de marché, il ne faut en effet prendre aucune décision qui pourrait un tant soit peu remettre en cause durablement la logique capitaliste. On préférera ainsi dépenser des dizaines de milliards d'euros d'argent public pour maintenir à flot des grands groupes plutôt que de les faire passer sous contrôle public ; on

refusera de plafonner réellement le prix des masques – sans même parler de les rendre gratuits – en avançant l'argument selon lequel « il ne faut pas freiner l'innovation » ; on promettra des primes plutôt que d'augmenter les salaires, on fera appel au bénévolat plutôt que d'embaucher massivement dans les services publics, en premier lieu dans les hôpitaux.

Pour les classes dominantes, loin d'être l'occasion d'une improbable remise en question, la crise du Covid est au contraire une opportunité pour pousser à une réorganisation des relations sociales à laquelle aucun domaine de la vie ne devrait échapper, à la condition que les principes fondamentaux du capitalisme soient respectés et que le domaine du marché soit en extension. Nous devons prendre au sérieux la bourgeoisie et ne pas considérer que sa gestion chaotique, voire catastrophique, de la crise, serait liée à un déficit chronique de vision ou de stratégie. Elle est au contraire l'expression d'une vision du monde, typiquement capitaliste mais en perpétuelle actualisation, et la situation exceptionnelle créée par la pandémie est l'occasion de procéder à de brutales contre-réformes tout en essayant de dépasser, à défaut de la résoudre, la crise d'hégémonie qui mine les classes dominantes, quitte à renforcer encore un peu plus les dispositifs autoritaires d'exercice du pouvoir.

UN AUTRE MONDE EST NÉCESSAIRE

C'est à cette réorganisation d'ampleur, promettant toujours davantage d'oppression et d'exploitation des êtres humains et de la nature et, partant, toujours plus de crises aux conséquences sociales et écologiques catastrophiques, qu'il s'agit de s'opposer. Ce qui commence par combattre, ici et maintenant, les choix catastrophiques des gouvernements capitalistes, en leur opposant des politiques au service de la majorité de la population, appuyées sur la mobilisation et l'auto-organisation de cette dernière. Il s'agit entre autres de refuser la fausse alternative entre la santé et les emplois, qui repose sur le double postulat de la nécessaire croissance et de la toute-puissance du patron dans son entreprise. Il s'agit aussi de rejeter une seconde fausse alternative, entre les libertés publiques et la lutte effective contre la pandémie, fondée sur l'idée selon laquelle le combat contre le développement du Covid passerait nécessairement par des mesures contraignantes, imposées d'en haut.

Il s'agit de remettre au cœur de la discussion et des mobilisations toutes les questions – légitimes – qui se sont posées avec acuité lors des confinements du printemps : quelles sont les productions réellement utiles ? Quels sont les domaines desquels le privé doit être exproprié pour en finir avec les logiques de rentabilité ? Comment organiser le travail dans les secteurs indispensables, en écoutant en premier lieu les salariéEs, afin d'éviter les contaminations ? Comment partager davantage le travail, en réduisant massivement sa durée hebdomadaire sans perte de salaire, pour que cette réorganisation globale ne se fasse pas au détriment des salariéEs ? Comment financer tout cela en prenant l'argent là où il est, plutôt que de dilapider des dizaines, voire des centaines de milliards d'argent public, pour des « plans de relance » dont les recettes n'ont jamais fonctionné ? Qu'est-ce qu'une véritable politique sanitaire, faisant primer la vie et non les profits, et associant la population aux décisions qui la concernent, faute de quoi elles ne seront ni acceptées ni appliquées ?

Au-delà, c'est la question d'un système qui porte en lui les crises écologiques, sanitaires et sociales qui est posée, et nous ne devons pas, à ce titre, oublier que, quelques semaines avant le début de la pandémie, il était difficile d'établir une liste exhaustive des pays qui avaient été, ou étaient le théâtre, au cours des semaines ou des mois précédents, de soulèvements populaires mettant directement en cause les régimes en place et les faisant vaciller, voire chuter : Irak, Chili, Équateur, Liban, Porto Rico, Soudan, Colombie, Hong Kong, Nicaragua, Algérie, Haïti... Si la pandémie de Covid-19 a quelque peu mis « entre parenthèses » ces mobilisations de masse, nul doute que les raisons de la colère sont toujours bien là, et qu'elles se même sont à bien des égards renforcées. Il s'agit plus que jamais de défendre la perspective d'un autre monde, d'une autre organisation de la production, d'une société écosocialiste, en ayant pleinement conscience du fait que la mise à nu, par la crise du Covid, des mortelles impasses du système capitaliste, peut donner un écho tout particulier à un tel programme/projet. □

1. Cité dans Isabelle Mayault, « Coronavirus : "L'OMS n'est pas une puissance supranationale" », *la Croix*, 24 janvier 2020.

2. Andreas Malm, *La Chauve-souris et le capital : stratégie pour l'urgence chronique*, éditions la Fabrique, 248 pages.

Crise sanitaire, crise écologique, crise globale, inégalités Nord/Sud

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

La pandémie met en lumière la dépendance des humains à l'égard de la nature, dont ils font partie. La santé évolue au sein des écosystèmes et ces écosystèmes eux-mêmes sont soumis à des changements rapides.

Les 50 dernières années ont vu une transformation radicale. Aujourd'hui la plus grande partie, et de loin, de la biomasse globale des vertébrés est constituée du bétail, puis vient la part humaine. La faune sauvage ne représente qu'une toute petite partie. C'est dans la faune sauvage, là où il y a la plus grande diversité génétique, que se trouve tout le pool génétique des virus et des agents pathogènes. Mais la pression de la sélection naturelle pousse les pathogènes à aller vers le bétail (la biomasse la plus importante) puis vers l'espèce humaine.

Après l'épidémie du SRAS en 2002, qui était déjà un coronavirus, les conclusions d'une série de scientifiques ont été traduites dans des rapports officiels. Deux notamment présentés à l'Assemblée nationale en 2005 et 2009, qui pointaient la grande probabilité de voir se répéter une nouvelle épidémie comme celle du SRAS, provoquée par un virus d'origine animale qui saute la barrière des espèces et se répand au sein de l'espèce Homo sapiens. En 2018, l'OMS avait dressé une liste des agents pathogènes connus qui font peser des menaces sanitaires sur le globe. Et elle y avait inséré une maladie X, jugeant probable l'apparition d'un pathogène inconnu, capable de provoquer une épidémie aux conséquences très graves. L'OMS estimait que ce nouveau pathogène serait de type coronavirus. Comment en est-on arrivé à ce scénario pourtant prévu ? Que nous dit la crise sanitaire ? Quelles en sont les causes ? Quelles solutions ?

LA CRISE SANITAIRE MONDIALE

Alors que le développement des connaissances permet d'avoir des capacités d'anticipation énormes, la

population mondiale est infectée par un virus, et soumise ensuite à des contraintes plus sécuritaires que sanitaires, provoquant des désastres sociaux et le désespoir dans de nombreuses catégories de populations. Les gouvernements, qui semblent diriger en direct depuis des bunkers connectés aux capitalistes décideurs du monde, laissent les entreprises pharmaceutiques attendre qu'un marché soit porteur pour lancer les recherches. Ils sont donc incapables de protéger les populations. D'autant qu'ils ont appliqué l'austérité aux budgets sociaux, organisé la casse de la Sécurité sociale, la mise au pain sec des services publics, en particulier dans les hôpitaux, ont tracé la voie des politiques répressives et infantilisantes nécessaires à la mise sous cloche de la vie collective. Le principal pour eux étant de faire tourner l'économie au service des profits. Tout est donc en place pour que la pandémie Covid-19 poursuive sa trajectoire.

LIEN ENTRE LES PANDÉMIES ET LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

Les épidémies sont apparues, au Néolithique, quand les humains ont pratiqué l'élevage, domestiqué des animaux pour se nourrir. Le contact avec les virus, bactéries, parasites s'est établi. Mais depuis quelques décennies, les épidémies se multiplient sous la pression du développement productiviste capitaliste qui modifie, appauvrit, altère ou détruit les milieux naturels, favorisant ainsi le rapprochement des virus avec les humains. Toutes les maladies comme le sida, le zika, la peste porcine, la grippe aviaire, le chikungunya, le SRAS-1, en 2002, puis maintenant le SRAS-CoV-2, sont nées dans des

écosystèmes naturels détraqués, agressés, ou dans des élevages industriels.

ENVIRONNEMENT DÉGRADÉ ET CAPITALISME

Quand on étudie les pandémies, on trouve toujours les mêmes caractéristiques qui facilitent les zoonoses (passage d'un pathogène d'un animal à un humain) et modifient voire rompent la pathocénose (l'état d'équilibre des maladies à un moment donné de l'histoire et dans une société donnée – concept élaboré par Mirko Grmek, médecin et historien).

C'est la façon dont Homo sapiens occupe le monde, sous la férule du capitalisme, qui est à questionner. En effet, le mode de production mais aussi de déplacement, l'organisation du commerce et le tourisme de masse, le défrichage et le déboisement qui sont au cœur de la crise écologique, favorisent la circulation des pathogènes et leur transmission aux humains.

Plusieurs éléments de la crise écologique majeure que l'humanité traverse sont en cause dans les pandémies :

- *Le réchauffement climatique*, en déstabilisant de manière brutale les écosystèmes, participe à la baisse de biodiversité, et favorise l'installation de nouvelles espèces et donc de leurs parasites. De plus la fonte du permafrost risque de libérer des bactéries ou des virus anciens.
- *L'industrie de la viande* qui est au cœur du processus d'émergence des zoonoses. Dans le secteur de l'élevage, la disparition des espèces domestiques



locales au bénéfice d'un tout petit nombre d'espèces conduit à une standardisation génétique qui favorise la transmission des pathogènes. L'élevage intensif, et ses mauvaises conditions d'hygiène, facilite la propagation des virus, crée des « ponts » génétiques vers *Homo sapiens*. Par exemple, les virus de la grippe aviaire, hébergés par le gibier d'eau, font des ravages dans les fermes remplies de poulets en captivité, où ils mutent et deviennent plus virulents. La croissance de la population et l'extension des régimes carnés ont fait exploser la demande en protéines animales (viande, œufs et lait). L'industrialisation de la production animale qui répond à cette demande croissante, et incite à l'augmenter encore, s'accompagne de l'agrandissement des exploitations et de la standardisation des élevages intensifs.

- *Le changement dans l'utilisation des terres*, la déforestation, les zones humides asséchées, l'artificialisation et l'extractivisme font disparaître ou fragmentent les habitats naturels de la faune sauvage contraignant

l'hôte traditionnel du pathogène (la chauve-souris par exemple) à se déplacer et à se trouver en contact direct et nouveau avec des populations humaines et des élevages.

- *L'agriculture formatée* aux cultures intensives et uniformes, hors de leur aire écologique, grâce à des procédés artificiels (amendements, produits chimiques) détruit non seulement les écosystèmes locaux, mais bouleverse les coévolutions ancestrales entre les virus, les mammifères et les humains.

Ces marqueurs du mode de production capitaliste produisent eux-mêmes des facteurs aggravants :

- *La chute de biodiversité*. L'écologie

des maladies infectieuses montre que la réduction du nombre d'espèces favorise l'apparition de nouveaux pathogènes, accélère les zoonoses et augmente les risques d'épidémie. Car moins de biodiversité c'est moins d'hôtes compétents pour accueillir le virus, et donc empêcher l'effet de dilution de la transmission. 10 espèces au lieu de 100 dans un écosystème favorisent la circulation des pathogènes.

- *L'uniformisation des paysages*. Une espèce contaminée peut plus facilement contaminer si aucune autre espèce ne fait barrière. Par exemple les immenses plantations de palmiers à huile qui offrent un refuge aux chauves-souris chassées de leur habitat par la déforestation. Leurs déjections se répandent dans les élevages

ayant longuement coévolué avec leurs espèces proies et donc leurs pathogènes, elles étaient elles-mêmes très protégées.

- *La concentration de populations humaines*, dans de mauvaises conditions de vie et d'hygiène dans ces zones de « ponts », notamment dans les pays d'Asie du Sud-Est.

- *L'augmentation exponentielle de la mondialisation des échanges humains et commerciaux*. Pour la grippe aviaire, il est révélateur de constater que le virus a emprunté les voies commerciales (d'est en ouest) et non les routes de migration des oiseaux porteurs naturels du virus. Comme le virus de la grippe espagnole a emprunté les routes de la guerre, celui de la fièvre jaune les voies de la colonisation des Conquistadors.

- *L'augmentation de la population humaine* qui est passée de quelques centaines de milliers d'individus à 7 milliards. Il serait contre-productif et faux, sans parler de l'aspect immoral, d'incriminer la démographie humaine et d'en déduire, en suivant des logiques néo-malthusiennes, que les pandémies « font le ménage ». Contre-productif car c'est justement le développement des instincts sociaux et la capacité d'aide et de soutien aux plus « faibles » qui est à



Les couloirs du métro à gare de l'Est quasiment vides, Paris, 30 octobre 2020.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

de porcs industriels.

- *La destruction brutale d'écosystèmes*, comme la déforestation, conduit des espèces « réservoirs à virus » à se trouver en contact direct avec des populations humaines concentrées. Les derniers virus, sida, SRAS, Nipah, Ebola, portés par des espèces animales chassées par la déforestation, ont dû trouver d'autres niches, se sont rapprochés des humains. Notons que les populations anciennes, d'avant le Néolithique, et les populations dites « autochtones » vivant au contact et par la faune sauvage ne sont pas ou n'étaient pas sensibles à ces pathogènes. En effet, fortement soumises à la sélection naturelle, peu ou pas concentrées et

l'origine du succès évolutif d'*Homo sapiens*. Faux car il n'y a pas d'augmentation exponentielle de la population humaine. Les démographes prévoient un accroissement démographique jusqu'à 9 milliards d'individus puis un recul de cet accroissement et une annulation au milieu du siècle (adapté de Michel Husson, *Sommes-nous de trop ?*).

C'est bien la façon dont l'espèce humaine habite son environnement qui est en cause et cela nous donne du coup aussi les clés pour agir. Non pour supprimer les maladies et les pathogènes, mais pour en réduire de manière importante les impacts. Car les virus ne sont pas nos ennemis.

VIVRE AVEC LES VIRUS

Chaque humain abrite en lui une biocénose (communauté vivante) qui lui est propre. Nous hébergeons en nous un plus grand nombre de bactéries et de virus que nos propres cellules constitutives.

Les virus ont évolué pour trouver des hôtes, condition de leur survie. Le génome de l'hôte a évolué pour en freiner l'expansion. C'est la coévolution, constitutive du vivant. Si ces micro-organismes existent dans chaque individu de chaque espèce, c'est que la sélection naturelle ne les a pas éliminés, donc qu'ils ont trouvé leur place. De *longues coévolutions* conduisent à ce que certaines espèces soient des « réservoirs » à virus. Ceux-ci ne sont plus (ou à la marge) pathogènes pour l'hôte, mais vivent avec lui en permanence. On suppose que lors de la 5^e grande crise d'extinction (il y a 66 millions d'années), des virus ont littéralement « trouvé refuge » chez de nouveaux arrivants, comme les chauves-souris. C'est certainement pour cette raison que chauves-souris et oiseaux sont souvent impliqués dans les dernières maladies virales émergentes (SRAS, Ebola, Nipah, etc.). Bactéries et virus font partie du vivant. Il est donc stupide de vouloir, comme l'a dit Macron, mener une guerre au virus. De plus ils peuvent apporter des avantages à l'hôte. En modifiant son génome, en participant à ses défenses immunitaires, ils l'aident à assurer ses capacités de survie face à des changements brutaux dans les écosystèmes. Mais les virus ne maîtrisent pas la lutte des classes et attaquent de façon inégalitaire.

LE CORONAVIRUS RÉVÉLATEUR DES INÉGALITÉS

L'épidémie a creusé les inégalités dans les pays où les « derniers de cordée » se sont retrouvé les premiers de corvée et les premiers touchés, mais aussi entre les pays du Nord et les plus vulnérables, au Sud, là où les services publics sont peu développés, où les populations souffrent d'un manque de soins ou d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Près de 170 millions d'habitants, privés de travail, contraints comme en Inde de fuir les mégapoles où un tiers de la population s'entasse dans des bidonvilles insalubres, sans eau courante, se retrouvent dans l'extrême pauvreté. Les pays du Sud, soumis aux politiques des institutions mondiales, accablés par les dettes

pour la plupart odieuses ou illégitimes, entravés par le ralentissement des économies, ne s'en sortiront pas seuls. Il n'est pas surprenant de constater que plus les pays ont une protection sociale solide, meilleure est la résilience des populations. Cette constatation devrait imposer les solutions pour agir. Mais l'OMS tributaire des États, n'a pas engagé de programmes de recherches internationaux sur les moyens de prévenir et traiter les maladies virales. Alors qu'elles devraient pouvoir imposer une gouvernance mondiale pour aider tous les pays à combattre la pandémie, à égalité de moyens, elles ne font que noter les inégalités entre les pays, dans une impuissance criminelle, laissant les multinationales pharmaceutiques faire leur beurre dans les « pays riches ».

EN CONCLUSION

Le système capitaliste provoque, aggrave les causes des pandémies qui sont au cœur d'un rapport de prédation à notre environnement. Aucune solution viable sans sortie du capitalisme. Nous avons besoin d'une société écosocialiste, non productiviste, car il y a urgence pour produire moins, transporter moins, partager plus, prendre soin de nous et de la Terre.

Des propositions alternatives :

- *Limiter au maximum les risques* par un système économique non destructeur pour les écosystèmes et qui laisse la place à des milieux naturels moins ou non anthropisés, avec en priorité la protection des forêts tropicales et équatoriales, qui associe la prise en compte des impératifs sociaux et écologiques et détermine les productions et activités nécessaires.
- *Mettre fin aux élevages industriels et à l'agriculture intensive.* L'alternative est un système agricole plus diversifié et complexe constitué d'une mosaïque de polycultures et élevages locaux.
- *Diminuer de manière drastique les « échanges » inutiles* en termes d'intérêt collectif.
- *Décarboner l'économie* pour stopper le réchauffement climatique.
- *Revoir profondément les modalités du tourisme*, en particulier du tourisme de masse et des déplacements.
- *Investir massivement dans un système de santé communautaire et des hôpitaux publics* : embauche massive de personnel, réouverture de lits, achat

de matériel (en particulier de réanimation), formation du personnel, gestion démocratique des hôpitaux publics en donnant du pouvoir au personnel, création de centres de santé.

- *Mettre l'industrie pharmaceutique, la recherche, les médicaments, les vaccins, les brevets sous contrôle public.* Ce qui implique, dans l'immédiat, de réquisitionner les entreprises et les chaînes de production. C'est la seule façon d'imposer la production de médicaments et de vaccins sûrs, fiables et gratuits.

- *Développer des outils de gestion démocratique d'une crise sanitaire.*

Ces outils restent à inventer : collectivement et démocratiquement !

On pourrait imaginer mettre en place un conseil scientifique travaillant en collaboration avec un conseil citoyen (composition, modalités de désignation de ces deux conseils à inventer, responsabilités à préciser, il faudrait également prévoir les modalités du contrôle de telles structures) avec *des porte-parole* informant quotidiennement et honnêtement le public, via des médias non commerciaux, de l'évolution des connaissances (ce qui est connu et ce qui reste encore inconnu), et expliquant le pourquoi des mesures sanitaires proposées voire organisant des débats (de vrais débats !) télévisés. Il s'agirait donc de *faire appel à l'intelligence, à la solidarité, à la responsabilité et cesser de recourir à la peur, à l'infantilisation et aux méthodes policières pour faire respecter les mesures sanitaires.* Ce pourrait être un moyen de restaurer la confiance envers les élus, les scientifiques, les journalistes, préalable indispensable au respect des mesures barrières et sans doute aussi un moyen d'éviter les polémiques (action de la chloroquine et de l'hydroxychloroquine, port des masques non obligatoire quand il n'y en avait pas, obligatoires et payants quand il y en a, opposition entre les FFP2, FFP3, en tissu...)

- *Réduire massivement le temps de travail*, construire un projet global de société qui donnera toute sa place au temps libre et transformera profondément la répartition des tâches et les rapports entre les femmes et les hommes.

La santé est l'affaire de tous et de toutes. Et là non plus, pas question de laisser le marché décider pour nous. □

Covid-19 : comment combattre la pandémie ? Notes autour d'un va-et-vient entre l'Asie et l'Europe

PAR PIERRE ROUSSET

Comparer l'histoire de la pandémie Covid-19 en Asie et en Europe (ainsi qu'entre pays asiatiques et européens) aide à discuter des choix et des moyens d'une politique sanitaire. La réponse à certaines questions peut être d'une évidence criante, ou s'avérer bien plus complexe.

L'histoire de toute épidémie (et *a fortiori* de toute pandémie) combine maints domaines : biologique et écologique, médical et scientifique, politique, social ou culturel... De ce fait, il met redoutablement à l'épreuve les systèmes de santé (au sens large), les solidarités (intergénérationnelles, sociales et internationales), les États.

Les gouvernants européens ont eu l'occasion de se préparer à faire face à la pandémie, ils ne l'ont pas saisie. Non seulement l'avertissement chinois n'a pas été pris en compte, mais l'expérience précoce de l'Asie orientale n'a pas été étudiée. Elle permettait pourtant d'*anticiper* les événements et d'élaborer une politique sanitaire adaptée. Sur l'échelle de l'Université John Hopkins, quatre des cinq pays à avoir le moins de morts pour cent mille habitants sont asiatiques : Taiwan, le Vietnam, la Tanzanie, la Papouasie-Nouvelle Guinée et la Thaïlande. Le taux de décès pour cent mille habitants était en janvier 2021 de 113,46 en France contre 0,03 à Taïwan !

L'IMPRÉPARATION EUROPÉENNE

Contrairement aux idées reçues, l'Europe « avancée », mais plus « purement » capitaliste s'avère moins préparée à faire face aux épidémies que des pays asiatiques où perdurent (même si elles s'estompent) des structures soit communautaires, soit bureaucratiques (héritage lointain des révolutions), qui laissent place à une politique de santé publique. L'indice de préparation

sanitaire aux pandémies classait la Thaïlande en sixième position mondiale et la France en onzième.

Fort des avancées sanitaires (amélioration des conditions de vie, antibiotiques, vaccins), le monde occidental a proclamé la « fin des épidémies », dorénavant réservées aux pays « sous-développés ». Les systèmes de santé se sont centrés sur le soin individuel, qui rapporte le plus, aux dépens de la prévention, de la santé globale. En revanche, si l'Asie est frappée elle aussi par les maux du nouveau monde capitaliste (explosion du diabète, des cancers...), les maladies infectieuses contagieuses y sont toujours présentes et ne sont pas appréhendées seulement comme des pathologies individuelles.

Le paradoxe est que, excès de confiance et contreréformes néolibérales aidant, l'Occident capitaliste a liquidé son savoir-faire antiépidémique (et les moyens qui vont avec) alors même que le risque épidémique s'aggravait. La mondialisation capitaliste accélère considérablement la circulation des marchandises et des personnes. Elle peut modifier la nature des maladies : quatre virus de la dengue avaient leur propre aire géographique, leur mise en contact a créé une nouvelle forme de dengue, hémorragique, qui a débuté dans les années 1950 en Asie (Thaïlande, Philippines), le réchauffement climatique facilitant son extension. Les affections causées par des virus transmis par des moustiques, des tiques et autres suceurs de sang (arbovirus) se succèdent : zika, chikungunya, fièvre

jaune.

Les bouleversements écologiques, dont la déforestation, modifient les rapports entre le monde animal et la vie humaine, ainsi que l'élevage industriel (la grippe H1N1 est née au Mexique non loin d'usines à porcs). Le développement de gigantesques mégapoles constitue un milieu privilégié pour la circulation des virus. L'industrie alimentaire impose ses dictats et des pathologies dites de civilisation explosent (diabète, hypertension). La population prend de l'âge. Des comorbidités qui font le lit du SARS-CoV-2. Il est moins mortel que le coronavirus de 2003, mais il fait le tour du globe et finalement beaucoup plus de morts. La Covid-19 est une maladie de la mondialisation capitaliste.

Il n'y a pas de recette universelle pour s'attaquer à une maladie infectieuse. Une politique de santé adaptée dépend notamment des structures sociales et de l'environnement propre à chaque pays ou régions. L'efficacité des choix réalisés par les autorités se mesure entre pays proches et comparables. Cependant, il y a quelques considérations simples par lesquelles il faut commencer.

LE PRIX DU RETARD

Face à une grave épidémie émergente, tout retard de réaction de la part des autorités se paie très cher. Cette règle, une évidence connue, s'est vue dramatiquement confirmée en Chine fin 2019, début 2020. Une fois la maladie Covid-19 installée, sa diffusion rapide sur le plan international était inévitable (d'autant

plus que la Chine se trouve au cœur des échanges commerciaux). La question était alors : la même erreur serait-elle commise dans d'autres pays ? Plusieurs pays asiatiques ont réagi avec célérité, mais cela n'a en général pas été le cas en Europe qui, de ce fait, est devenue un tremplin à partir duquel l'épidémie est devenue pandémie mondiale.

Le contre-exemple de Taïwan montre en positif ce qu'une réaction rapide permettait. Ce pays était particulièrement exposé, des centaines de milliers de Taïwanais travaillant en Chine et une multitude de touristes chinois visitant l'île. Un premier cas importé de Covid-19 a été détecté le 21 janvier. Le gouvernement a immédiatement activé le plan de contrôle des maladies élaboré sur la base de l'expérience de l'épidémie de SARS de 2003, mettant en œuvre une centaine de mesures. Il n'a jamais eu à confiner la population. Un an plus tard, le pays ne compte que 8 morts (Taiwan vient d'enregistrer son premier décès depuis mai 2020) et le nombre de cas positifs se situe aux environs de 912.

Autre contre-exemple, le Vietnam, lui aussi sur la ligne de front. Comme à Taïwan, le gouvernement a réagi sans tarder. Durant la première vague de l'épidémie, il n'a eu à déplorer aucun mort. Après la seconde vague, le pays a enregistré 35 décès dus à la pandémie à la suite de transmissions communautaires locales.

LE PRIX DE L'EUROCENTRISME ET D'UN NATIONALISME CULTUREL IMBÉCILE

On ne savait pas tout du coronavirus SARS-CoV-2 en janvier 2020 – il surprend encore et plus on en apprend sur lui, plus on se pose de nouvelles questions. On en savait cependant bien assez pour agir. De nombreux articles étaient publiés dans les revues scientifiques de référence et, en France, la vie sanitaire avait fait son travail. L'expérience asiatique, à la fois précoce et variée, était riche d'enseignements. Las, les milieux politiques européens ont rarement l'habitude d'apprendre de l'Asie. Les métropoles des Empires défunts ont du mal à se défaire de leur arrogance – et l'eurocentrisme aveugle. Pourquoi se sentir concerné par ce qui se passe dans un lointain « là-bas » ?

Le refus d'apprendre de l'Asie a charrié son lot de sous-entendus et de clichés à connotations racistes, comme si les Asiatiques (en l'occurrence d'extrême

Orient) se comportaient en robots obéissants, sans souci des libertés. La contestation populaire des autorités se manifeste pourtant avec éclat en Chine (en témoigne le nombre de bâtiments administratifs incendiés). La jeunesse sud-coréenne revendique elle aussi son droit de s'amuser. Les Japonais se saluent certes sans se toucher, mais ce sont aussi de bons vivants qui fréquentent assidument bars et traditionnels restaurants (hauts lieux de contamination, comme l'on sait) où la promiscuité est plus élevée qu'ici.

En France, on se prétend plus malin – combien de fois Jérôme Salomon-le-menteur, directeur inamovible de la Santé, ne nous l'a-t-il pas laissé entendre lors des conférences de presse qu'il tenait en février-mars. On fait les choses à "notre façon", supposée meilleure. En France encore, « on » a bêtement ricané sur la légèreté des Italiens, frappés de plein fouet par la pandémie, peu avant nous¹. Flatter l'égo nationaliste est une recette si souvent utilisée pour détourner l'attention des vraies questions et des vraies responsabilités...

les masques chirurgicaux étaient en vente libre dans n'importe quelle pharmacie. La France était incapable d'en produire. Ahurissement au Vietnam de voir l'ancienne puissance coloniale désindustrialisée à ce point, devenu un impérialisme dépendant.

Puisqu'il n'y avait pas de masques, ni de gel ou de blouses, les autorités politiques et sanitaires ont prétendu que la Covid-19 n'était pas si dangereuse et que les masques ne servaient à rien (ou pire encore). Le mensonge est devenu une politique. Nous en payons aujourd'hui encore le prix. Non seulement la parole des autorités a été décrédibilisée, mais la porte a été ouverte aux négationnismes sanitaires les plus dangereux. Il aurait été plus sain et plus simple de dire la vérité : les masques, les solutions hydroalcooliques, sont importants, mais on n'en a pas, alors il va falloir faire sans pendant un temps.

N'attendez pas des autorités politiques et sanitaires qu'elles reconnaissent avoir menti. Des procès sont annoncés pour mise en danger de la vie d'autrui. Alors, elles prétendent que l'on ne sa-



Une femme avec une pancarte contre le président Macron, Rassemblement devant l'hôpital Robert-Debré, Paris, 21 mai 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

LE PRIX DU MENSONGE

Le gouvernement vietnamien a menti lors de l'épidémie de 2003 et cela lui a coûté cher ; il en a tiré les leçons : en 2020, il a dit la vérité, ce qui est l'un des facteurs qui expliquent le succès de sa politique sanitaire lors de la première vague de la Covid-19. Le gouvernement chinois a menti, mais le gouvernement taïwanais a dit la vérité. Les autorités françaises se sont enfoncées dans le mensonge pour cacher leurs responsabilités dans l'état de dénuement matériel qui prévalait alors. Au Vietnam,

vait pas si les masques étaient efficaces contre ce coronavirus : se propageait-il par contact ou par voie aérienne ? Notons que le masque est utile dans les deux cas, car il évite que l'on se touche le nez ou la bouche (ce que l'on fait spontanément). Notons aussi que les masques sont une mesure standard en cas de contamination épidémique par voies respiratoires. Surtout, des pays

ont effectivement réagi, selon diverses modalités, dès janvier (cela a aussi été le cas de la Corée du Sud, après un bref retard à l'allumage, ou de la population de Hong Kong qui s'est masquée du jour au lendemain sans attendre que les autorités ne le recommandent).

Les fautifs invoquent aujourd'hui des directives tardives de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Nos gouvernants sont pourtant bien placés pour savoir que cet organisme est soumis aux pressions d'États membres et n'est pas libre de parole. Ils ont placé sous contrôle l'Organisation qui dans les années 1970 avait, à leurs yeux, fait preuve de trop d'indépendance (qui était le gage de son efficacité). Elle est aujourd'hui soumise à la double pression des gouvernements (exercé notamment par la Chine en janvier 2020) et des bailleurs de fonds privés. De plus, face à une pénurie mondiale de masques, elle pensait (à raison) qu'ils devaient être réservés au personnel soignant. En temps de pénurie, il faut certes faire des choix, mais en France nous avons vécu une véritable campagne anti-masques qui a laissé des traces profondes.

RETOURS D'EXPÉRIENCES

En opposant « démocratie libérale » et « régimes autoritaires » (la Chine, le Vietnam) ou « traditions [est] asiatiques » au souci « occidental » des libertés individuelles, nombre de commentateurs français jouent un jeu dangereux, laissant

croire que dans la lutte contre une épidémie aussi redoutable que la Covid-19, l'ordre dictatorial serait plus efficace que l'ordre « démocratique ».

Chine. L'ordre dictatorial a signifié en Chine que les « lanceurs d'alerte » ont été brutalement réprimés et que les premiers foyers épidémiques détectés n'ont pas été étouffés dans l'œuf. Confronté de ce fait à une épidémie devenue hors de contrôle, Pékin a imposé des confinements d'une extrême violence dans les agglomérations les plus touchées – ces confinements ne sont en rien des modèles (un euphémisme) ! L'expérience chinoise mérite cependant d'être étudiée. Xi Jinping a considérablement renforcé la direction unique du PCC et sa dictature personnelle, mais la société chinoise est complexe et ne se résume pas à un ordre politique. Le pouvoir doit aussi développer des mécanismes assurant une adhésion populaire (le nationalisme de grande puissance en étant un). L'expérience de la pandémie n'est pas uniforme dans ce pays continent. Dans des zones non touchées, des structures locales liées au PCC (et surveillant en temps ordinaire la population) ont instauré des contrôles pour éviter l'arrivée de personnes potentiellement infectieuses. La mémoire des erreurs criminelles, des souffrances infligées et des mensonges ne va pas disparaître, mais elle se mêle au soulagement suite aux victoires emportées et à l'espoir que l'État reste en mesure de circonscrire le danger de nouvelles contaminations provoquées par le retour au pays de résident chinois ou d'étrangers. Bien des questions restent

donc en suspens.

Hong Kong. Lors de la première vague de janvier-février 2020, la réponse de la population de Hong Kong a été remarquable. Le territoire était en contact direct avec l'un des foyers épidémiques chinois les plus virulents. Forte de l'expérience du SARS de 2003, la population s'est spontanément masquée, alors que les autorités, sous l'influence de Pékin, prônaient encore la temporisation – une forme d'auto-organisation spontanée.

Le personnel soignant a massivement fait grève cinq jours d'affilée pour exiger la fermeture de la frontière et l'obtention de moyens suffisants, faute de quoi les hôpitaux seraient incapables de faire front ; cette mobilisation a été rendue possible par la création en décembre, dans ce secteur, d'un syndicat militant issu du mouvement de 2019.

Elle s'est menée à l'occasion d'une véritable levée citoyenne pour défendre les droits juridiques et civiques dont bénéficiait la population en vertu des accords passés au moment de la rétrocession à la Chine de l'ancienne colonie britannique. Pékin avait en effet décidé d'imposer sa mainmise directe sur cette « Région administrative spéciale ». La lutte contre l'épidémie a été intégrée à un combat d'ensemble, avec des résultats sanitaires remarquables.

Le climat général a depuis changé. Non seulement la Covid-19 s'est inscrite dans la durée, avec le danger permanent de nouveaux foyers alimentés par le retour de résidents chez eux (d'où une politique



Fabrication de masques de protection à la main à Busan le 5 mars. © Busan Metropolitan City / Wikicommons

de mise en quarantaine), mais la bataille pour défendre l'autonomie du territoire a été perdue. La fatigue se fait sentir, suite à cette défaite et au durcissement considérable de la répression. Fin janvier 2021, on recensait, depuis le début de l'épidémie, 10 453 cas de contamination et 181 décès liés au coronavirus (le territoire compte 7,5 millions d'habitantEs).

Corée du Sud. La Corée du Sud a été, en février 2020, l'un des pays les plus exposés à la pandémie, après le retour clandestin de Wuhan des membres de l'Église Shincheonji de Jésus. Le gouvernement a mobilisé et réorienté l'appareil industriel pour produire ce qui était nécessaire à la lutte contre l'épidémie (rien à voir avec les « masques patriotiques » de Macron censés porter secours à l'industrie textile française...). Il a déployé d'énormes moyens pour « tester, tracer » les chaînes de contamination et « isoler » les personnes contagieuses. Dans un premier temps, cette dernière mesure a conduit à des drames, le nom des malades ayant parfois été dévoilé, les soumettant à la vindicte de leur entourage. Le tir a été partiellement rectifié (l'anonymat étant mieux garanti par les équipes médicales et les données étant stockées indépendamment de l'État), mais le gouvernement appelle aujourd'hui à la délation pour dénoncer les personnes qui ne respectent pas les mesures de protection (récompenses à l'appui) – une pente très dangereuse.

Cependant, l'expérience sud-coréenne montre à quel point le « tester, tracer isoler » est l'un des éléments clés d'une politique sanitaire face à la Covid-19. Sans mettre en place de confinement, la courbe de contamination s'est stabilisée autour de 8 000 - 9 000 cas. Le pays (plus de 50 millions d'habitantEs) comptait au 30 janvier 1 425 décès.

En Île-de-France, ce n'est que tout récemment les équipes de Covisam ont commencé à opérer de façon efficace. Jusqu'à maintenant, les hôtels sont restés désespérément vides et l'aménagement des conditions d'isolement chez soi très aléatoire, car absolument pas pris en charge dans le cadre d'une politique de prévention, malgré la promesse jamais tenue de Macron d'une visite à domicile pour chaque porteur du virus. Si les autorités françaises avaient voulu apprendre de la Corée du Sud, elles auraient pu anticiper bien en amont la mise en œuvre d'une politique de dépistage (réclamée de plus par bien des chercheurs).

Vietnam. Le succès vietnamien est lié à la façon dont il a pu mobiliser la population après avoir gagné sa conviction en disant la vérité sur la situation et en utilisant les réseaux sociaux pour l'alerter – diffusant notamment une vidéo musicale vue 65 millions de fois. Le dépistage a été mis en place, les frontières ont été fermées, une politique stricte de quarantaine a été établie concernant le retour de nationaux et l'arrivée d'experts, mobilisant à cette fin hôtels, casernes et hôpitaux (jusqu'à 40 000 personnes ont été concernées). Toutes les organisations de masse liées au parti (Union des femmes, etc.) ont été sollicitées pour mettre en œuvre la politique sanitaire. Le Vietnam n'a connu que deux semaines de confinement national et compte 35 morts pour une population de 97 millions d'habitantEs).

RÉGIMES POLITIQUES ET « FABRIQUE SOCIALE »

Y a-t-il un rapport simple entre régime politique et efficacité sanitaire face à une épidémie ? La réponse est loin d'être évidente.

L'hégémonie néolibérale est une règle quasi universelle. Elle domine la politique du régime au Sri Lanka – mais le système de soins hospitaliers public et gratuit n'a pas encore été démantelé ; il a été efficacement mis à contribution face à la Covid-19. Un régime fédéral est-il un plus ou un moins ? Il semble que la réponse ne peut être que « cela dépend ». Angela Merkel a fait adopter des mesures plus rapidement et plus efficaces qu'en France lors de la première vague épidémique, avec l'accord des Länder ; cela n'a plus été le cas à l'automne, d'où une flambée épidémique (certains ministres de Länder le reconnaissent). Sous Trump, des États démocrates se sont opposés à sa folie dévastatrice ; sous Biden, des États républicains se refusent à mettre en œuvre la nouvelle politique sanitaire déployée au niveau fédéral.

En revanche, on est tenté de répondre que le système français d'hypercentralisation sur la personne du président est un moins. Un système opaque, alors que la transparence est un facteur clé, dans la durée, pour l'adhésion de la population. Le vocabulaire le souligne : la politique sanitaire est décidée en Conseil de Défense dont les réunions sont soumises au Secret-Défense !

Plus on creuse, et plus il apparaît qu'il faut prendre en compte la société réelle, dans sa globalité et ne pas s'en tenir à des définitions qui ne font souvent

référence qu'aux structures étatiques de domination. Une comparaison entre la Thaïlande et la France (deux pays comparables par le nombre d'habitantEs) est très instructive. En principe, le coût de l'épidémie aurait dû être beaucoup plus élevé dans le royaume thaï que dans la « démocratie occidentale » française : il vit sous régime militaire et le monarque est un grand caractériel. La réalité est inverse.

En Thaïlande, les autorités sanitaires ont contourné les autorités politiques (militaires) et royales pour mobiliser les réseaux de volontaires préexistants dans les villages et les centres urbains – ce qui précisément n'a pas été fait en France où les leçons de la lutte contre le sida n'ont pas été prises en compte.

LES SOLIDARITÉS, FACTEUR D'EFFICACITÉ SANITAIRE ET DE JUSTICE SOCIALE

Les gouvernements ont généralement commencé à protéger leurs nationaux, comme en Thaïlande et à Singapour, pour se rendre compte, parfois, qu'en excluant les migrantEs, ils permettaient à la pandémie de perdurer. Bien entendu, pour inclure les migrantEs dans le dispositif sanitaire, il faut garantir aux sans-papiers qu'ils et elles ne seront pas sanctionnés, expulsés...

À Hong Kong, des familles chinoises ont purement et simplement jeté à la rue des domestiques philippines ou indonésiennes, de peur qu'elles ne les contaminent. Le racisme alimente un tel ostracisme.

De façon générale, la pandémie met à l'épreuve les solidarités sociales, intergénérationnelles ou internationales. La recherche de boucs émissaires (étrangers, personnes âgées) en arrange plus d'un. Elle est favorisée en Occident par l'individualisme néolibéral, une composante de l'idéologie dominante, destructrice des solidarités (mais contrée par des courants de résistance solidaire). Dans quelle mesure est-il moins dominant en Asie orientale ? Le combat pour les solidarités se mène sur tous les fronts, y compris culturels.

L'arrivée des vaccins (et espérons-le, aussi des traitements) et leur pénurie organisée par la logique capitaliste du profit montrent bien l'actualité brûlante de l'alternative solidaire, en rupture radicale avec l'ordre dominant. □

1. Les Britanniques disent de même des Français – qui se sentent flattés dans leur virilité.

Vaccins : faire face à la logique capitaliste

PAR GÉRARD CHAOUAT*

Le fonctionnement des vaccins est complexe et délicat, ce qui doit provoquer une grande prudence et une collaboration scientifique dans leur conception et leur mise en service.

La pandémie ne sera jugulée que par des confinements autant que possible sélectifs, avec « cartographie précoce » des clusters (tracer, tester, tracer, isoler) et, soit des traitements antiviraux bloquant aussi la dissémination (action sur la charge virale) et/ou des vaccins traitant et bloquant la dissémination.

Côté traitement, l'exemple du VIH ou la dissémination est bloquée dans les pays riches sans vaccin en chassant le virus dans ses derniers refuges, les cellules réservoirs, est éloquent. On peut être à présent porteur et non contaminant.

Côté vaccins, même si ce n'est pas le sujet, bien qu'en théorie on devrait arriver à vacciner contre toutes les maladies virales, certaines maladies n'ont pas de vaccin parce que bénignes (par exemple EBV mononucléose¹) ou parce que les boîtes ne jugent pas utiles d'en développer (marché « insuffisant »)...

Signalons qu'il existe des vaccins anti-Sida, mais les essais cliniques ont donné une protection inférieure à 50% (ex. : essai Thaïlande RV 144 31, 2 %), totalement insuffisante dans une maladie à transmission individuelle sexuelle létale.

LES VACCINS, COMMENT ÇA MARCHE ?

Un vaccin consiste à injecter tout ou partie d'une protéine virale/ cancéreuse/ bactérienne/venimeuse (ou le virus/ Bactérie) ou à la faire fabriquer (vaccins ARN) afin que le système immunitaire qui trie constamment entre « soi » et « non-soi » reconnaisse cela comme étranger et fabrique des anticorps contre cet agent. Ces anticorps peuvent être neutralisants ou agglutinants (bactérie, virus). Dans le cas des virus et cancers, la cellule hôte est transformée et est vécue comme non-soi. Elle peut être détruite directement par des anticorps cytotoxiques (une substance toxique pour

une espèce de cellule., NDLR). Les anticorps peuvent se fixer sur des cellules « les armant » et déclenchant un phénomène dit *antibody-dependent cellular cytotoxicity*, autrement dit des cellules tueuses activées spécifiquement par les anticorps. Par ailleurs, les cellules transformées sont la cible de cellules tueuses spécifiques, dérivées du thymus (d'où leur nom : cellules T), les CTLs (cytotoxique T lymphocytes).

La première réaction, 5 à 7 jours après l'injection, est une réponse de cellules dites cellules B d'anticorps dits IgM, à prédominance (mais non exclusivement) agglutinante. Dès le 12 à 14ème jour apparaissent des anticorps de type IgG, dont des cytotoxiques. Une deuxième injection (parfois pour certains vaccins une suffit, parfois il en faut 3) est nécessaire pour induire une réponse persistante et de haut niveau (dès 7/ 8 jours) et, surtout, des cellules productrices d'anticorps (B) et cellules T « à mémoire ».

L'immunité cellulaire est un composant clef de la réponse antivirale (en fait, la plus importante pour les virus). De façon étonnante, la presse y compris scientifique, s'y intéresse peu.

Pour des raisons qu'il serait trop long de développer ici, une réponse anticorps insuffisante peut déterminer la formation d'anticorps qui se fixent sur le virus, d'un côté, et la cellule futur hôte de l'autre, facilitant l'entrée du virus, donc l'infection... On parle d'anticorps facilitants. D'où l'importance de bien déterminer la dose à injecter et les délais entre les doses... Et de s'y tenir.

LA PANOPLIE

Il existe à l'heure actuelle plus de 200 candidats contre corona Covid 19. On aurait pu sans doute après Sars COV1 donc vers 2006-2008 disposer d'un pan-vaccin anti-corona. Mais les recherches ad hoc ont été stoppées avant d'aboutir. Nous avons déjà parlé de l'affaire Bruno Canard.

- Pour bien comprendre : les phases d'essai

Les phases des tests cliniques sont :

Phase 1 : 20 à 100 volontaires, elle vise à déterminer que le vaccin est sûr et efficace et qu'il n'y a pas d'effets indésirables importants. C'est la première étape, juin juillet pour beaucoup. Exemple : la fille de Poutine qui a testé le vaccin Spoutnik.

Phase 2 : plusieurs centaines de volontaires testent le vaccin afin de déterminer l'existence d'effets indésirables à court terme, faire le lien entre dose nécessaire et effet indésirable et établir la réponse immunitaire² cellulaire et anticorps (juillet/septembre).

Phase 3 : des centaines ou des milliers de volontaires sont testés pour comparer des groupes vaccinés aux groupes non vaccinés. Ces tests finalisent la détermination de l'efficacité et la sûreté des vaccins, ainsi que les effets secondaires les plus communs. Après la mise sur le marché, une 4ème phase de pharmacovigilance est mise en place de manière permanente. Il y a trois niveaux de surveillance, un niveau belge (AFMPS³), un niveau européen (EMA⁴) et un niveau mondial (OMS⁵). En effet un vaccin doit obtenir une Autorisation de mise sur le marché.

- Les types de vaccins :

Il existe plusieurs types de vaccins anti-corona :

1°) les « classiques »

a) les vaccins contre le virus lui-même :

- virus vivant atténué : par exemple la vaccination contre la variole, la rage (exemples historiques). Ici, vaccin chinois, Coronavac.

- virus mort (ex : un vaccin chinois, celui de Sinopharm Wuhan, ou celui de Sinopharm Pekinvecteur viral ; rendu non répliquant).

Dans les deux cas la réponse immunitaire est généralement complète (voir plus loin).

- à part, immunisation contre bactéries. Ex : BCG ou virus déclenchant une immunité croisée (Institut Pasteur de Lille).

b) les vaccins contre un fragment du virus ou contre un peptide synthétique couplé à une protéine de support (GSK Sanofi,). Facile, rapide, réponse immunitaire complète mais pas toujours. Cf. Pasteur, dont l'échec est... étonnant

c) les vaccins contre un fragment du virus couplé ou inséré dans un vecteur viral lui-même connu (en général un adénovirus) (ex. Astra Zeneca, adénovirus de chimpanzé modifié ; adénovirus Spoutnik) inactivé. Ces vaccins nécessitent souvent un adjuvant (Freund, aluminium, etc.). Contrairement à ce que dit Christian Vélot⁶, ce ne sont pas des vaccins ADN.

2°) les vaccins ARN/ADN

a) Les vaccins contre l'ARN viral (Moderna, Pfizer) visent à faire produire transitoirement une protéine du virus par la cellule en la ciblant de différentes façons pour entrer dans la cellule et lui faire produire la protéine virale (ici appelée Spike). La production ne peut être que transitoire (toutes les cellules possèdent des enzymes de destruction des ARN dites RNase, sinon la traduction d'une protéine une fois lancée se poursuivrait indéfiniment). Il ne peut s'intégrer dans l'ADN génomique sans être copié en ADN (étape de transcription reverse) puisque l'ADN génomique s'ouvre soit au hasard (étape avant le prix Nobel récent) soit spécifiques (CRISPR/Cas9, prix Nobel Emmanuelle Charpentier / Jennifer Doudna). Les vaccins en sont dépourvus. Il existe une possibilité : la coinfection par un rétrovirus (HTLV, HIV) qui possède cette panoplie. Christian Vélot lui-même estime la probabilité à 1/1 million à 1/10 millions. Suivant le matériel d'enrobage et de ciblage de l'ARN, le vaccin nécessite une conservation à - 80° (Pfizer) ou seulement - 20° (Moderna). De même la comparaison par Fouché et autres avec l'utilisation du vecteur HIV – contenant un rétro transposon – utilisé en thérapie génique est aberrante : aucun vaccin ARN n'utilise ce vecteur ! et les ARN ont une courte durée de vie.

Ce sont des vaccins pour pays riches. Inutilisables en pays tropicaux entre autres (problème de la chaîne du froid). Ce qui n'est pas le cas des vaccins « classiques ». b) Vaccins ADN. Il s'agit d'injecter de l'ADN synthétisé en laboratoire chez un patient pour que l'ADN soit transcrit de manière naturelle en ARNm, puis traduit en protéine Spike pour faire entrer l'ADN dans le noyau des cellules, Inovio utilise une méthode d'électroporation baptisée Collectra : au niveau du site d'injection, des aiguilles plantées dans le

muscle ou le derme les soumettent à des impulsions électriques qui perturbent les membranes cellulaires et nucléaires et permettent à l'ADN d'y entrer. De manière différente, les chercheurs de la Harvard Medical School ont simplement injecté de l'ADN dans les muscles des macaques, mais en grandes quantités. « 5 milligrammes d'ADN chez des macaques qui font quelques kilogrammes. C'est énorme ! C'est vraiment expérimental. » Il n'y a pas, à ma connaissance de phase même 1 chez l'homme. Ouf ! C'est ce qui est le plus proche de ce que dénoncent certains complotistes et personnellement je m'y opposerais.

RÉSULTATS

Les vaccins ARN semblent donner un taux de protection élevé (90 % ou plus) dans les premiers résultats de phase 3, comparés aux vaccins plus « naturels » (Astra Zeneca, 70 %). Les résultats sont parfois incomplets ou bizarres (Spoutnik où certains résultats sont incohérents) : 90 %, 92,5 %, 95 % une simple analyse par un test statistique dit χ^2 montre que ces différences ne sont pas significatives...

Par contre elles le sont par rapport à 70 % (Astra Zeneca).

Tous ces vaccins induisent une « bonne » réponse anticorps et pour la plupart une réponse cellulaire CTL mesurée soit directement (Astra Zeneca) soit indirectement (production d'interféron gamma (vaccins chinois). Il est évidemment trop tôt pour savoir la durée de protection individuelle. Del-fraissy va jusqu'à dire qu'une injection de rappel tous les 3 mois sera déjà un plus...

TOLÉRANCE ET DANGERS POTENTIELS

Il y a des risques immédiats : rougeurs locales, céphalées d'une journée (douleur locale ressentie au niveau de la boîte crânienne, NDLR), etc. rien de grave sinon on n'aurait pas dépassé la phase 1 ou 2.

Les risques à plus long terme sont les effets secondaires des adjuvants ou des enrobages (pour vaccins ARN, ce sont des enrobages lipides) à moyen ou long terme, et une réaction croisée. Par exemple, on a arrêté les vaccins contraceptifs – Inde, Australie, USA contre l'hormone de grossesse (HcG) à cause de réaction croisée contre des hormones hypophysaires. Une surveillance est nécessaire à ce sujet. Il y a enfin l'induction possible mais très

peu probable d'anticorps participants à l'allergie dits IgE.

ÉCHAPPEMENTS VARIANTS

On ne peut pas exclure que paraisse un variant qui ne soit pas reconnu par les anticorps produits avec les vaccins actuels. En fait, le mutant 501yV2 (dit Sud-Africain) pourrait tomber dans cette catégorie... Les vaccins ARN ont là un avantage car il « suffit » de modifier l'ARN, vérifier l'immunogénicité, et faire un vaccin spécifique ou un mix. Cela peut signifier une troisième injection pour les primo vaccinés, d'où l'importance de constituer des registres pour rappel éventuel.

CAPITALISME

Il est impensable qu'une seule boîte puisse produire 6 milliards de doses. Même la Chine n'exporte que peu son vaccin (aux Émirats) et les vaccins chinois, russes ou cubains ne sont pas encore proposés à l'AMM en Europe (pour le russe, c'est imminent).

Il est scientifiquement ahurissant que le gouvernement ait envisagé d'espacer les doses. Il est stupéfiant de voir le chaos initial dans la distribution (et ça dure). Que Pasteur et Sanofric aient échoué doit être lié à une perte relative d'expérience. Découlant de la fermeture des centres de recherche ! Il est scandaleux que Pfizer se mette à facturer la dose de sécurité ! il est ahurissant que les prix soient tenus quasi secrets...

De toutes façons il faudra multiplier les unités de production. Donc il faudrait d'ores et déjà mobiliser les unités de production des firmes ayant échoué, lever les brevets, et assurer une production de masse de vaccins classiques pour l'Afrique notamment. L'idée d'une forteresse vaccinale est épidémiologiquement aberrante. Comme en son temps pour les génériques du SIDA, la bataille ne fait que commencer. □

* Gérard Chaouat est épidémiologiste, chercheur au CNRS et syndicaliste

1. Le virus d'Epstein-Barr (EBV) appartient à la famille des virus Herpès. La maladie la plus fréquente en cas d'infection par le virus de l'EBV est la mononucléose infectieuse. NDLR, Wikipedia.

2. www.vaccination-info.be/lexique/#reponse-immunitaire

3. bijsluiters.fagg-afmps.be

4. www.ema.europa.eu

5. www.who.int

6. Maître de conférences en génétique moléculaire à l'Université Paris-Sud, candidat EELV aux régionales.

Big pharma : Le médicament n'a pas vocation à être rentable

ENTRETIEN AVEC SANDRINE CARISTAN

Sandrine Caristan, chercheuse et déléguée Sud à Sanofi, membre du collectif Sanofric a expliqué dans notre émission du 25 janvier le rôle de l'industrie pharmaceutique, avec la complicité des États, dans la crise du Coronavirus.

L'Anticapitaliste : Comment on peut expliquer en quelques mots l'échec de Sanofi dans la recherche vaccinale ? Est-ce qu'on peut mettre ça sur la faute du gouvernement ou de la boîte ?

Sandrine Caristan : Disons à cause des deux ! De Sanofi parce que depuis des années, on fait face à des restructurations permanentes à tous les niveaux dans le groupe, que ce soit au niveau de Sanofi Pasteur, donc au niveau des vaccins, mais aussi au niveau de Sanofi chimie donc dans la production pharmaceutique classique, ou à Sanofi recherche. Tous les sites, tout le groupe, la distribution, les visiteurs médicaux, tout le monde a été touché.

Il y a eu des fermetures de sites : ces dernières années on en a perdu treize ainsi que plus de 5000 salariéEs.

On a changé des gens de métier : par exemple, l'usine de Neuville, qui était spécialisée dans la production chimique, s'est retrouvée à devoir du jour au lendemain se reformer pour devenir une usine de production de vaccins, le dengue vaccina. Mais ça ne s'improvise pas.

C'est facile de casser mais par contre, construire derrière peut prendre plusieurs années, voire plusieurs décennies parce qu'il y a des choses qu'on ne peut pas retrouver. On arrête aussi des axes thérapeutiques majeurs comme le diabète, le cardiovasculaire, Alzheimer et aussi les antibiotiques.

Aujourd'hui c'est une pandémie virale qui nous attaque, mais si c'était une pandémie bactérienne et bien aujourd'hui on n'a pas d'antibiotiques conséquents. Une entreprise comme Sanofi, qui est quand même une des premières entreprises au monde, a

arrêté toute la recherche sur les antibiotiques. C'est dramatique.

Pour le vaccin, est-ce qu'il a fallu aller vite ou est-ce qu'on a perdu notre savoir ?

C'est certainement un petit peu des deux.

Sanofi, comme beaucoup de Big pharma, n'a pas rempli son rôle d'industrie pharmaceutique où il faut anticiper. La recherche pharmaceutique, ça s'anticipe. Ce n'est pas normal qu'on soit arrivé au moment du Covid le nez dans le mur et devoir rechercher un vaccin en quatrième vitesse. C'est aussi comme ça qu'on se retrouve confronté à du scepticisme sur le rôle des vaccins. Il n'y a eu aucune anticipation et puis une perte de connaissance : la communication officielle de Sanofi, c'est qu'il y a eu une erreur de laboratoire. Moi j'appelle ça une erreur de débutants. C'est incroyable qu'ils aient pu se tromper à ce point : ils se seraient trompés sur la concentration d'un réactif, ce qui aurait faussé la recette pour mettre la bonne quantité d'antigène.

Comment ça a pu arriver alors que Sanofi était en tout cas un des meilleurs dans le monde ?

C'est notamment à cause de la sous-traitance. C'est bien la peine de s'appeler Sanofi Pasteur et d'être incapable de répondre présent au moment où il l'aurait fallu !

Le 19 janvier, c'était la journée de mobilisation nationale dans le groupe Sanofi contre les suppressions de postes. Sanofi va détruire 400 postes dans la recherche en France, ce timing est complètement incompréhensible

pour nous. Peux-tu l'expliquer ?

Il est incompréhensible aussi pour les salariéEs et c'est pour ça qu'ils et elles se sont mobiliséEs. La mobilisation a été très suivie, pour un peu toutes sortes de revendications en fin de compte : contre les suppressions de postes, mais aussi la politique salariale et la politique d'embauches et de recrutement. Il avait à peu près 2000 personnes, tous les sites en France ont été touchés, de la recherche, de la production, des vaccins et de la distribution. Tout le monde a été dehors pour expliquer son mécontentement.

On est cloisonné en petites structures et généralement, Sanofi nous attaque morceau par morceau, pour empêcher les grandes mobilisations. Aujourd'hui, les salariés en ont ras-le-bol, entre les suppressions de postes qui sont dramatiques mais aussi cette année le fait que Sanofi remercie ses salariés qui ont travaillé comme des dingues pour le Covid en leur donnant 0 % d'augmentation, pour permettre de donner 4 milliards d'euros aux actionnaires. Ce sont les salariés qui payent la politique salariale et financière de Sanofi.

Au niveau des postes c'est complètement incroyable : quel aplomb Sanofi peut avoir de supprimer encore des postes en recherche alors que justement ils sont en train de dire qu'ils ont échoué au niveau du vaccin !

Ce sont 400 suppressions de postes qui nous sont annoncés mais on n'a pas encore le détail. On a déjà des bruits qui expliquent que ce sont 400 postes, mais en solde : donc Sanofi envisage par exemple la suppression de 600 postes de chercheurs, remplacés par 200 embauches... par exemple dans le digital. Dans ce cas, 600 compétences scientifiques de

chercheurs vont disparaître. On avait déjà du mal, mais ça va continuer !

Je pense que Sanofi devrait réfléchir à savoir comment remplir son rôle d'acteur de santé publique plutôt que se débarrasser de ses salariés et de s'en servir comme variable d'ajustement.

Il y a eu des financements publics pour la recherche du vaccin. Peux-tu expliquer la course au fric autour du vaccin et notamment le scandale des subventions des États à travers les préachats ?

Au tout début, Sanofi était un des seuls laboratoires où il n'y avait pas de précommandes fermes et définitives dans les contrats signés. Il fallait absolument que le vaccin qu'il sortirait montre son efficacité et sa sécurité pour pouvoir avoir accès à ces précommandes, à travers une espèce de clause de revoyure pour voir si le vaccin donnait satisfaction.

Mais début septembre, la Commission européenne a conclu un second contrat avec Sanofi avec une précommande de 300 millions de doses alors que le vaccin était encore au tout premier stade d'essais cliniques.

Comment est-ce possible ? Au printemps, Paul Hudson, directeur général de Sanofi, a expliqué qu'ils allaient donner les premières doses selon la formule « premiers à payer, premiers servis », en oubliant le milliard et demi de crédit impôt recherche qu'ils ont pu avoir pendant les dix dernières années et en menaçant de passer les États-Unis en premier. C'était juste un petit coup de pression au niveau de l'Union européenne pour

qu'elle signe ce fameux contrat de précommande de 300 millions de doses.

À 7,56 euros la dose, quand on multiplie par ces fameux 300 millions de doses, cela représente 2,2 milliards d'euros. Tout bon capitaliste qui se respecte ne peut pas passer à côté d'une telle somme. Sans compter le 1,5 milliard de dollars que la Barda, l'agence américaine, a donné à Sanofi et les 200 millions promis par Emmanuel Macron lorsqu'il avait été faire sa jolie visite théâtrale sur le site de Lyon.

Les industries pharmaceutiques en ont rêvé, les gouvernements l'ont fait : on leur a payé la recherche et le développement du vaccin – ce qui en principe coûte le plus cher, on leur a acheté une promesse sans même savoir si le vaccin allait être ou pas efficace, et puis maintenant on doit acheter les doses. Combien de fois va-t-il falloir l'acheter pour pouvoir enfin un jour en profiter ?

Quelles revendications tu penses qu'on doit porter sur la recherche et notamment dans l'industrie pharmaceutique face à la crise et le fiasco qu'on connaît aujourd'hui ?

Quand on voit ce qui se passe, on s'aperçoit qu'il ne faut absolument pas laisser au privé la santé publique et mondiale, parce que c'est alors le privé qui choisit les axes thérapeutiques sur lesquels il va travailler. Ainsi, il ne travaille que sur les produits lucratifs et certainement pas sur les axes thérapeutiques majeurs dont on a besoin aujourd'hui.

Il faut réclamer évidemment la

transparence sur les essais cliniques, réquisitionner les moyens de production pour assurer l'indépendance thérapeutique, française pourquoi pas mais surtout mondiale. Quand Sanofi se débarrasse d'un site comme c'est arrivé sur le site de Porcheville, ou parfois de pans entiers de ses activités comme les anti-infectieux, un État stratège devrait sauter sur l'occasion pour récupérer cet outil abandonné.

Il faut une réappropriation citoyenne par la création d'un pôle public du médicament. Ce n'est peut-être pas forcément la panacée, mais il faut commencer par quelque chose. Il faudra qu'un tel pôle public se réalise avec une réappropriation par des associations de patients, des citoyens, mais aussi des salariés – pourquoi pas des syndicats – pour pallier les pénuries de médicaments qui sont récurrentes ces dernières années, en particulier pour des médicaments qui sont peu chers et peu rentables et que du coup les industries pharmaceutiques ne fabriquent plus. Mais aussi pour empêcher l'explosion des prix comme par exemple celui de l'insuline dont le prix aux États-Unis a été multiplié par 3 voire jusqu'à 10 en moins de 10 ans.

Pour terminer par une petite phrase qui pourrait être un sujet de philosophie pour nos étudiants dans la galère : est-ce que le médicament a vocation à être rentable ? □

Propos recueillis par Manon Boltanski, transcription par Antoine Larrache



Rassemblement siège de Sanofi, procès de Sanofric, le 4 février 2021. © NPA / Antoine Larrache

« Un souffle pestilentiel répandu sur la civilisation et l'humanité » (Rosa Luxemburg)

PAR HENRI WILNO

La crise en cours est sans précédent. Elle est un révélateur des transformations et des impasses d'un capitalisme qui règne sur l'ensemble du globe. La réalité efface de plus en plus les illusions sur le « monde d'après ».

Il y a un an environ commençait à se déchaîner une crise sans précédent. Sans précédent de deux points de vue. D'abord, car elle ne ressort d'aucun des deux types de crises de l'économie capitaliste : les crises cycliques liées aux cycles de renouvellement du capital et aux évolutions du taux de profit et les retournements des ondes longues qui, outre les phénomènes précédents, renvoient à l'épuisement d'un mode d'organisation de l'économie capitaliste. En d'autres termes, ce n'est ni la crise de 2008-2009, ni celle de 1974-1975. Sans précédent, ensuite, car avec le confinement des populations, des pans entiers de l'économie mondiale quasiment à l'arrêt, des avions cloués au sol, un commerce mondial en berne, des dépenses publiques qui gonflent soudainement... l'économie capitaliste mondiale subit un choc « sans pareil » depuis la Grande Crise des années 1930 ou bien, pour certains pays, depuis les guerres qui les ont affectés¹. Certes, existaient déjà les signes annonciateurs d'une crise économique : surproductions sectorielles, endettement des entreprises, cours boursiers déconnectés de la réalité des profits, etc. La situation était donc potentiellement instable et n'importe quelle étincelle importante aurait pu déclencher une crise d'ampleur plus moins grande. Mais le coronavirus et les enchaînements qui en ont résulté ont conduit à une configuration inédite.

UNE CRISE À NULLE AUTRE PAREILLE

La crise a été brutale et générale. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale a reculé de 3,5 % en 2020². En dehors de la Chine, toutes les grandes zones de l'économie mondiale ont connu une croissance négative (quant à la Chine, la croissance de 2,3 % enregistrée en 2020 est la plus faible depuis 40 ans). Se sont additionnés les effets directs

de la pandémie sur la production et la demande, ceux des mesures de confinement et de l'interconnexion des économies. En Europe, même un pays comme la Suède, qui a pris des dispositions moins restrictives que ses voisins, a enregistré un recul du PIB (de près de 3 %). La faiblesse de l'activité économique des pays riches s'est repercutée sur la plupart des pays émergents et en développement ; l'effondrement du prix des matières premières et le blocage du commerce international les ont frappés de plein fouet.

Les dernières estimations publiées par l'organisation internationale du travail (OIT) montrent que, sur l'ensemble de l'année 2020, 8,8 % des heures de travail dans le monde ont été perdues (par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019), ce qui équivaut à 255 millions d'emplois à temps plein. Cela représente environ un nombre quatre fois plus élevé que celui des heures perdues pendant la crise financière mondiale de 2009. Ces heures de travail perdues recouvrent à la fois la réduction du nombre d'heures effectuées par celles et ceux qui ont un travail, et les pertes d'emplois qui touchent 114 millions de personnes. Ces pertes massives ont entraîné une baisse de 8,3 % des revenus du travail de manière globale (avant la prise en compte des mesures de soutien), ce qui équivaut à 3 700 milliards de dollars américains (1 dollar = 0,82 euros) ou encore 4,4 % du Produit intérieur brut mondial (PIB). Les femmes et les jeunes ont été particulièrement impactés par ces évolutions. La crise pandémique va faire basculer des dizaines de millions de personnes dans la pauvreté. D'abord dans les pays pauvres où, d'ici à la fin de 2021, environ 150 millions de personnes supplémentaires tomberont dans l'extrême pauvreté. Mais aussi dans les pays riches : aux États-Unis « un foyer sur sept en Amérique, et plus d'un sur cinq dans les foyers noirs

et latino, rapportent qu'ils n'ont pas assez à manger », a récemment déclaré la présidence américaine ; « cela inclut presque 30 millions d'adultes et 12 millions d'enfants ». En France, le Secours populaire et les Restos du cœur ont vu exploser le nombre de demandes d'aide alimentaire avec de nouveaux publics, notamment des salariés précaires et des étudiants.

PAS DE REPRISE EN V

Durant les premiers mois de la crise, le petit monde des économistes a été agité par un débat sur la reprise économique à venir : en V, en W, en L... Le V signifiant une forte reprise permettant d'« effacer » les effets de la récession. En fait, la réalité de ce début d'année montre une perpétuation de ses effets. On sait désormais « avec certitude, que la reprise ne se fera pas en V », a déclaré Paolo Gentiloni, le commissaire européen chargé de l'Économie. Selon les dernières (et incertaines) estimations de l'OCDE, l'activité économique en Europe est loin d'avoir retrouvé son niveau d'avant-crise : malgré sa remontée après le premier confinement, elle se situerait entre 8 et 10 % en-dessous. Les États-Unis n'enregistreraient qu'un recul de l'ordre de 2 %, mais c'est au prix de nombreux morts tandis que l'incertitude est forte pour l'avenir. Dans tous ces pays, avec la nouvelle explosion de la pandémie, il faudra attendre, au mieux, 2022 pour retrouver les niveaux d'activité du début de l'année 2020.

Face à ce choc, les gouvernements n'ont pas lésiné sur les dépenses publiques pour placer l'économie capitaliste sous perfusion en soutenant d'abord les entreprises et, avec des degrés variables, ceux et celles qui avaient perdu leur emploi et une partie de leur revenu. Selon le FMI, les mesures de soutien budgétaire ont atteint près de 14 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale : 7 800 milliards de dollars de dépenses supplémentaires ou de pertes de

recettes et 6 000 milliards de dollars d'injections de capitaux ou de prêts garantis par l'État. Et ce n'est pas fini : rien qu'aux États-Unis, Joe Biden envisage un nouveau plan de 1 900 milliards de dollars.

Les déficits budgétaires se sont envolés : 11,8 % au niveau mondial et 8,4 % dans la zone Euro. Avec une conséquence immédiate : l'explosion de l'endettement public. Tous les critères qui, dans la zone Euro, enserraient déficits et endettement publics ont été transgressés.

Par ailleurs, les banques centrales ont lancé des programmes gigantesques pour soutenir les banques et stabiliser les marchés financiers. Et ceux-ci se sont effectivement redressés après leur effondrement du premier trimestre et ont regagné l'essentiel du terrain perdu à tel point que le FMI et d'autres observateurs s'inquiètent du décalage entre l'envol des actions et la réalité des perspectives économiques.

La nature de la crise fait planer l'incertitude sur l'avenir. Certes, tous les organismes de prévision annoncent une reprise en 2021 : + 5,5 % pour l'économie mondiale pour le FMI et + 4,2 % pour la zone Euro. Mais ce redémarrage sur une base rétrécie n'effacerait pas les stigmates laissés par la crise. Et il est incertain. D'autant que l'endettement des entreprises a augmenté (les prêts garantis par l'État devront en principe être remboursés) et que, si pour l'instant les aides diverses ont réduit le nombre de faillites, cela ne durera pas. On peut prévoir une augmentation du nombre des entreprises insolvables, d'où des risques sur le système bancaire qui pourraient entraîner une crise financière.

LE MARCHÉ SOUS PERFUSION

Dès le mois de mars 2020 et encore maintenant, deux objectifs des gouvernements rentrent en contradiction : l'éradication du virus (ou tout au moins la limitation de son impact) et le maintien de la production. Les résistances de Trump et les atteroiements des autres dirigeants montrent que le confinement, l'imposition de mesures de sécurité dans l'espace public et les entreprises n'ont été mis en œuvre que faute d'alternative au risque d'embolie des systèmes hospitaliers. En temps de paix, aucun gouvernement bourgeois (Trump et Bolsonaro constituent à leur façon des exceptions) ne peut apparaître comme laissant ouvertement mourir ses ressortissants (même si chaque année meurent des centaines de SDF et de malades ou d'accidentés du travail, décès qui auraient pu être évités).

Certes, les choses seraient différentes si des années de politique néolibérales n'avaient pas systématiquement détruit des lits et supprimé des emplois dans les hôpitaux. Certes aussi le confinement a des avantages collatéraux pour la bourgeoisie : il impose des contraintes supplémentaires aux travailleurs tandis que le climat de crainte les isole les uns des autres et rend plus difficiles grèves et manifestations. Il permet aussi de justifier des contrôles permanents. Mais, fondamentalement, les organisations patronales ont la plupart du temps freiné les mesures de confinement ou cherché à les limiter. Car un confinement strict signifie que la machine à exploiter les travailleurs et à accaparer la plus-value est globalement en panne. C'est ce qui a débouché sur la crise économique tout à fait particulière que nous connaissons.

Face à la crise, finalement une bonne partie des dirigeants politiques du monde capitaliste ont, avec plus ou moins d'enthousiasme et plus ou moins de possibilités (en fonction de la situation de leur économie), repris l'esprit de l'expression d'E. Macron dans son intervention télévisée du 13 mars 2020 annonçant le confinement : « *Quoi qu'il en coûte* ». Même Trump n'a pas fait obstacle à des plans massifs de soutien à l'économie américaine. Certains y ont vu l'amorce d'un tournant majeur de la gestion économique, surtout dans l'Union européenne après l'adoption en juillet 2020 d'un plan de relance de 750 milliards. En fait, pour les États et les banques centrales, il s'agissait avant tout de faire face à une situation où le capitalisme était largement paralysé et où le marché devait être tenu à bout de bras. Ceci se faisant dans la plupart des pays, et notamment en France, dans le plus strict respect de la propriété privée, et notamment sans réquisition, voire même sans exiger de contrepartie des entreprises quant au maintien de l'emploi.

« *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux*³. » : ce processus continue bien évidemment dans le contexte de la pandémie et il est même partiellement accéléré. Il est certes impossible de préjuger de l'évolution structurelle future : la configuration de certains secteurs (transports, aéronautique, tourisme, etc.) dépendra de la pandémie. D'autres évolutions qui paraissent s'imposer seront soumises à la logique du profit et donc peuvent ne

pas se produire : la réduction de certaines activités comme le transport routier de marchandises ou bien la localisation des sites indispensables à la production des vaccins nécessaires à la résorption de la pandémie (surtout si une vaccination annuelle s'avérait nécessaire).

Le capitalisme ne sortira pas de cette crise à l'identique. Pour décrire les transformations en cours, certains économistes mettent l'accent sur le développement d'un « capitalisme de plateformes » plus ou moins immatériel et reposant sur un travail de plus en plus déqualifié et précarisé. Mais cette vision simplifie les processus en cours : des plateformes comme Amazon contribuent à accélérer les mutations mais la « vieille économie » ne disparaît pas. Certains groupes capitalistes ont effectivement des difficultés (mais les aides des États les atténuent pour l'instant) tandis que d'autres ont renforcé leur position mais ce ne sont pas tous des plateformes : ce n'est pas le cas d'Apple et des autres producteurs de matériel informatique quelle que soit leur nationalité (Samsung, Huawei, etc.), ni des groupes pharmaceutiques. Quant au développement de la 5G, il suppose la mise en place d'infrastructures tout à fait matérielles. De la même façon, pour que le commerce électronique fonctionne, il faut des réseaux d'information qui reposent sur des produits de l'industrie manufacturière (ordinateurs, câbles, satellites...) et qui fonctionnent à l'électricité, donc grâce à l'industrie énergétique. Il faut pour acheminer rapidement les marchandises des chaînes logistiques (entrepôts, camions, carburant...) qui n'existeraient pas sans diverses industries. Enfin, Amazon ne vend pas du vent mais des marchandises tout à fait matérielles qu'il a fallu produire. Quant à Tesla, il a vocation à produire des voitures, électriques certes, mais des véhicules. Les emplois de cette « nouvelle économie » n'échappent pas à la tendance générale à la précarisation, mais ce sont bien des véhicules.

UN NOUVEAU CAPITALISME ?

Les transformations à l'œuvre dans la crise, accentuent celles qui étaient déjà à l'œuvre auparavant, notamment pour ce qui est du monde du travail qui risque d'être plus précarisé et plus atomisé. Confronté à une baisse tendancielle de la



productivité (malgré la généralisation des nouvelles technologies) et à des marchés incertains, les capitalistes joueront la carte de l'automatisation⁴ mais aussi d'une exploitation renforcée des salariés. Pour cela, ils chercheront non seulement à peser sur les salaires, mais sur les effectifs et les conditions d'emploi et de travail. Dans les pays pauvres, même le FMI annonce une progression du travail informel et précaire. Dans les pays développés, l'horizon immédiat ce sont les pertes d'emplois (qui ne se réduisent pas aux licenciements) et les gels d'embauche (qui pèsent surtout sur les jeunes) mais, à terme, les entreprises essaieront de réduire leur main-d'œuvre permanente et de recourir encore plus aux différentes formes de travail temporaires ainsi qu'aux autoentrepreneurs (ce que facilitera le télétravail).

Il y a un point sur lequel l'année 2020 marquera clairement la fin du vieux monde. C'est celui du rapport de force entre les puissances. Le trait marquant en est évidemment l'avènement de la Chine. « *Le monde connaît des changements profonds jamais vus en un siècle, mais le temps et la situation sont en notre faveur* », a indiqué le président chinois Xi Jinping en janvier 2021 lors de l'ouverture d'une session d'étude à l'École du Parti du Comité central du PCC à laquelle ont participé des responsables provinciaux et ministériels⁵. Comme cela a déjà été souligné, la Chine est en 2020 le seul grand pays à avoir échappé à la récession. Au quatrième trimestre, l'activité a retrouvé son rythme d'avant le Covid-19. La Chine devrait avoir représenté 16,8 % du PIB mondial en 2020, selon Moody's Analytics, soit un gain de 1,1 point en une seule année, une hausse inédite dans l'histoire récente. La part des États-Unis devrait, elle, rester à peu près inchangée à 22,3 %. L'écart se resserre plus rapidement que prévu entre les deux premières puissances mondiales. « *Le Covid-19 devrait avancer de deux ans le moment auquel le PIB chinois dépasse le PIB américain, à 2028, et peut-être même à 2026* » souligne un économiste. Lors du dernier plénum du Parti communiste chinois (PCC) à l'automne, le président Xi Jinping a promis un doublement de la taille du PIB d'ici 2035. Cela ne signifie pas que l'avenir de la Chine sera sans heurts. Bien au contraire. Mais pour le moment, la Chine marque des points et pas seulement sur le terrain économique. Pour faire face à cette nouvelle situation, les États-Unis avec Biden devraient revenir à la stratégie américaine antérieure à

Trump et reconstituer un camp « occidental ». Ils vont donc donner quelques gages de leur bonne volonté en revenant effectivement au sein des organisations multilatérales (G7, G20, OMC, etc.) et réintégrer l'accord de Paris sur le climat.

L'Union européenne semble en difficulté. Le plan de relance adopté il y a plus de six mois n'est toujours pas entré en application du fait des complications des discussions entre la Commission et certains États. La circulation des personnes a été à plusieurs reprises bloquée par les mesures prises pour limiter la diffusion de la pandémie. Quant à l'approvisionnement en vaccins, il apparaît pour le moins déficient. Le « pacte vert européen » renvoie aux illusions du « capitalisme vert » et n'est guère mobilisateur pour des populations à qui, depuis des années, ne sont offerts qu'austérité et réformes néolibérales. Pour le reste, le Brexit passé, l'Union européenne se raccroche à l'idée que le nouveau président américain sera moins hargneux. Les prochaines années semblent donc devoir être marquées par une compétition USA-Chine (avec des acteurs secondaires autour d'eux) qui sera lourde de conflits de toutes sortes.

Une autre caractéristique de ce capitalisme du temps de la Covid (d'autres de ces caractéristiques auraient mérité d'être évoquées) est un peu partout la montée (déjà engagée auparavant) de l'autoritarisme et des nationalismes. Les deux ont au fond la même fonction : contenir le mécontentement populaire (dans le nationalisme il y l'idée de tourner la colère contre les « autres » : immigrés, autres nations).

Même si les vaccins s'avéraient efficaces, restera le fait que, pour l'instant, les pays riches monopolisent l'essentiel des doses : la mission COVAX mise en place par l'organisation mondiale de la santé pour permettre un accès équitable aux vaccins démarre très difficilement face aux « nationalismes vaccinaux » et comme le déclare un ancien responsable de Médecins du monde : « *S'il reste des sites actifs de l'épidémie, où que ce soit, des variants pourront se multiplier et arriver chez nous. À l'avenir, d'autres périls sanitaires adviendront et il y a besoin d'un multilatéralisme.* » Mais faire des vaccins anti-covid des biens communs de l'humanité passe par la remise en cause des brevets et la réquisition des entreprises de la vaccination. En décembre, à l'Organisation mondiale du commerce, le gouvernement français et l'Union européenne se sont opposés à la timide demande de l'Inde et de l'Afrique du Sud, de licences obligatoires qui auraient

permis, au bout de longues négociations, de fabriquer à bas coût les vaccins.

Enfin, la crise climatique a, selon toutes les projections, des coordonnées de plus en plus effrayantes et destructrices. Crise climatique et pandémie reposent sans doute avec acuité une question essentielle : le capitalisme a-t-il atteint un moment historique où il rencontrerait des limites qu'il ne pourrait plus repousser, tenant en particulier à la destruction des équilibres écosystémiques, ce qui ne signifierait pas son écroulement mais sa survie dans des formes de plus en plus barbares⁶ ? Le négationnisme climatique est désormais minoritaire parmi les dirigeants économiques et politiques mais ils ne sont pas prêts à consacrer à une limitation sérieuse du réchauffement ne serait-ce qu'une fraction de l'effort qu'ils ont déployé pour lutter contre le coronavirus : en 2017, le *Wall Street Journal* (principal journal financier américain) affirmait que la crise climatique ne justifiait pas « *des politiques qui coûtent plus de 0,1 % de croissance* ».

Si la crise a montré que les classes dominantes étaient prêtes à faire quelques entorses à leur discours austéritaire, le fond n'a en rien changé. La société bourgeoise est de toute évidence devenue un obstacle à la survie d'une humanité pleinement humaine. Elle est « *un souffle pestilentiel répandu sur la civilisation et l'humanité* » pour reprendre une expression de Rosa Luxemburg⁸. La capacité des classes exploitées et opprimées à surmonter les multiples obstacles à leur mobilisation, à reprendre confiance et à redonner une perspective et un espoir est la seule garantie que le monde d'après-Covid ne sera pas pire que le monde d'avant. □

1. François Chesnais, « L'originalité absolue de la crise sanitaire et économique mondiale du Covid-19 », <https://alencontre.org/economie/loriginalite-absolue-de-la-crise-sanitaire-et-economique-mondiale-du-covid-19.html>

2. La plupart des données statistiques de ce texte sont issues de rapports du FMI et de l'Organisation internationale du travail publiés en janvier 2021. Ils sont consultables sur les sites de ces organisations.

3. Marx, Engels, « Manifeste du parti communiste, 1848.

4. Michel Husson, Automatisation, productivité et Covid-19, <https://alencontre.org/laune/automatisation-productivite-et-covid-19.html>

5. « Xi Jinping met l'accent sur un bon départ pour la construction complète d'une Chine socialiste moderne » http://french.xinhuanet.com/2021-01/11/c_139659377.htm

6. François Chesnais, « Le capitalisme a-t-il atteint des limites infranchissables ? » <http://alencontre.org/laune/le-capitalisme-a-t-il-rencontre-des-limites-infranchissables.html>.

7. cité par Andreas Malm dans son livre « *La chauve-souris et le capital* », La Fabrique éditions 2020 (L'Anticapitaliste a rendu compte de cet excellent ouvrage).

8. Rosa Luxemburg, « Brochure de Junius », 1915. <https://www.marxists.org/francais/luxembur/junius/index.html>. C'est le texte le plus accessible mais la citation est issue d'une traduction un peu différente publiée aux éditions Agone.

Commune(s), de Quentin Deluermoz

PAR CAMILLE NASHORN

Seuil, 448 pages, 25 euros.

Aux côtés de Johann Chapoutot, Ludivine Bantigny ou encore Arnaud Houte, Quentin Deluermoz fait partie de cette génération originale d'historienEs de moins de 50 ans, plutôt marqués à gauche et qui se démarquent par leur volonté de comprendre les événements et les évolutions historiques depuis les perceptions de leurs contemporains, nécessitant de mobiliser une importante érudition historique. Cette manière de faire de l'histoire (souvent appelée « histoire culturelle ») a déjà un demi-siècle. Mais la particularité de cette génération c'est de revisiter avec ces outils méthodologiques l'histoire sociale et politique des 19^e et 20^e siècles. En tenant compte des recherches les plus récentes et en repartant « par le bas », depuis les sources (parfois les moins évidentes), elles et ils cherchent à reconstituer les représentations qui président aux logiques d'action et d'interprétation de celles et ceux qui ont fait et vécu les événements.

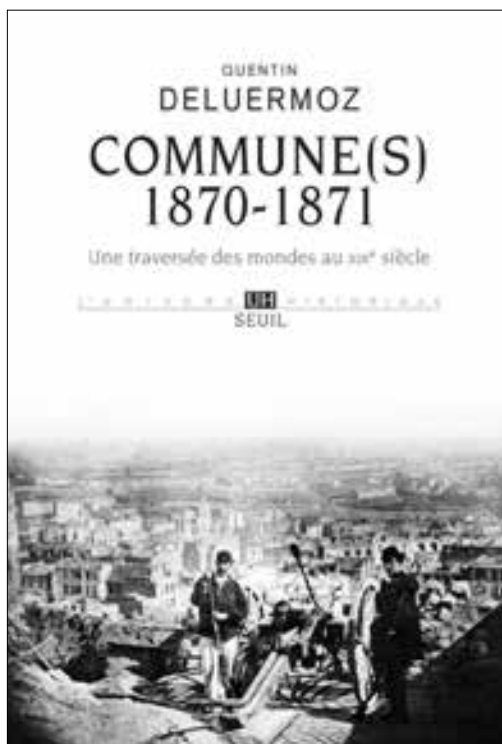
UNE COMMUNE, DES COMMUNES

Commune(s) de Quentin Deluermoz, sous-titré « Une traversée des mondes au 19^e siècle », pourrait être le modèle de ce type d'approche historique : au croisement des espaces et des temporalités. Comment comprendre, autrement qu'en articulant les échelles de ces deux dimensions, qu'une insurrection parisienne de 72 jours marque si durablement les pratiques et les imaginaires politiques à travers les époques et les frontières ? Car on pourrait donner de nombreux exemples, du Rojava au mouvement des Gilets jaunes jusqu'à Occupy Oakland et aux grèves de juin 2006 à Oaxaca au Mexique, dans lesquels la Commune de Paris a explicitement ressurgi. De ce point de vue, et plus qu'aucune autre révolution, la Commune n'est pas morte et son corps

est toujours chaud.

Pour la recherche historique, la Commune de Paris n'est pas un événement méconnu, au contraire ! La *Bibliographie* de Robert Le Quillec, parue en 2006, recense plus de 5 000 ouvrages consacrés à l'événement. Il est aujourd'hui quasiment possible de reconstituer les combats de la Semaine Sanglante faubourg par faubourg et rue par rue. Alors qu'est-ce que *Commune(s)* apporte de nouveau ?

D'abord la compréhension de la Commune comme un événement proprement international et transnational.



De bien des manières la Commune ne se limite pas à Paris. Entre 1870 et 1871 d'autres insurrections et d'autres Communes ont existé : en Martinique, en Algérie, à Lyon, à Marseille ou encore à Thiers ou au Creusot. Ces Communes, dont Deluermoz écrit les histoires singulières, étaient liées par un projet politique communal et fédératif d'inspiration internationaliste.

Le projet de République universelle a uni des êtres humains par-delà les nations à peine constituées, car depuis le 4 septembre 1870, six mois avant le début de la Commune, se sont déjà rassemblés dans l'Armée des Vosges des combattantEs républicains et internationalistes polonais, italiens, espagnols et même uruguayens, roumains ou étatsuniens. Ces internationaux républicains composent une partie importante des cadres militaires de la Commune, comme par exemple le polonais Jaroslaw Dombrowski. La Commune est aussi le centre de l'attention médiatique internationale : un journal comme le *Times of India* couvre les événements parisiens quotidiennement. En fait, en analysant les télégrammes de l'agence de presse Reuters, l'auteur montre que les informations circulant sur le réseau à propos de la Commune concernent entre 50 et 65 % du volume total d'informations tous pays confondus ! Durant ces quelques semaines, Paris, capitale de la modernité et des révolutions, est bien le centre de l'attention mondiale et les journaux du monde entier, quelles que soient leurs opinions, traitent au jour le jour les événements et traduisent chaque affiche de la Commune et chaque déclaration de Thiers.

En fonction des contextes géographiques, la Commune est chargée de nouvelles significations. Ainsi les nordistes américains voient dans la Commune une forme de mutinerie contre l'État central, semblable à la révolte des États du Sud qui a conduit à la guerre de Sécession dont les Américains sortent à peine (1865). La Commune est même désignée par un journaliste de l'*Independant* le « french Ku Klux Klan ». Elle est un contre-modèle pour la démocratie représentative



américaine des *Best Men* qui redoutent la démocratie directe de la Commune. À l'inverse, à la suite de la « glorieuse révolution » de 1868, l'opposition parlementaire entre les carlistes (monarchistes) et les républicainEs espagnols, va se cristalliser autour de l'identification et du soutien à la Commune. Le choix du pluriel dans le titre est donc pleinement justifié : en plus des Communes d'Alger ou de Lyon, il y a autant de Communes qu'il y a de réceptions de la Commune de Paris.

OUVERTURE DES POSSIBLES

Ensuite, l'originalité du travail de Deluermoz contraste avec le reste de l'historiographie par son travail sur les temporalités qui s'inspire directement de Walter Benjamin. Ainsi, si comprendre la Commune de Paris implique

évidemment d'articuler les temporalités politiques et militaires de la guerre de 1870, l'auteur n'omet pas celles, plus longues, du 19^e siècle et de ses révolutions, ou encore, celle de la longue durée, anthropologique, qui voit dans la Commune une actualisation moderne des puissants désirs utopiques que l'on retrouve dans toutes les sociétés humaines. Ces temporalités, que nous devons embrasser ensemble, et auxquelles il faut « joindre la dynamique de crise comme perception plurielle des futurs » ne prennent pas la forme d'un tout homogène mais « de l'effraction, de l'éclat, des contradictions, du télescope ». Selon Deluermoz, « la Commune est avant tout mouvement, révolution en train de se faire, brutalement interrompue. C'est pourquoi il est impossible de l'assigner à une signification simple ou arrêtée. L'insurrection parisienne est marquée par un affaiblissement de

l'organisation sociale antérieure dont divers traits persistent en même temps qu'émergent d'autres dynamiques et possibilités. Elles prennent çà et là la forme d'ébauches et de réalisations partielles. » Pour l'auteur, l'événement de la Commune est une hétérochronie, « un autre agencement des temps, singulier et instable ». C'est le lieu de la discordance des temps, formule empruntée à Daniel Bensaïd pour caractériser ce moment d'ouverture des possibles. De cet événement et de ses résonances à travers le temps et l'espace, Deluermoz livre une histoire qu'à défaut de mieux on qualifiera de « profonde ». Le titre du livre prend alors tout son sens, car si la Commune de Paris a été contemporaine d'autres Communes, celles-ci, bien réelles, n'ont pas besoin de parenthèses. Les pluriels contenus dans ce (s) sont aussi ceux des futurs non advenus. □



150^e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS
APPEL À SOUSCRIPTION
 COMMUNE
 MARS - MAI 2021
LA SAISON COMMUNARDE
 SPECTACLES • EXPOSITIONS • FILMS • CONFÉRENCES • DÉBATS
 ORGANISÉE PAR FAISONS VIVRE LA COMMUNE !

La finance autoritaire Vers la fin du néolibéralisme

PAR HENRI WILNO

De Marlène Benquet et Théo Bourgeron, Raisons d'agir éditions, 2021, 10 euros.

Marlène Benquet¹ et Théo Bourgeron (B&B) notent dans l'introduction de leur livre que, ces dernières années, se sont produits des événements peu attendus. Dans deux pays importants (les États-Unis et le Brésil) ont été élus à la présidence des hommes aux caractéristiques particulières et porteurs d'un projet autoritaire et ultra-libéral, Trump et Bolsonaro. Au Royaume-Uni en 2016, de façon inattendue, un référendum a donné une majorité au Brexit. De nombreux commentateurs voient dans ces trois événements le produit de la combinaison d'idées réactionnaires et racistes avec une révolte de segments des classes populaires ou moyennes (au Brésil).

Pour les deux auteurs, ces analyses sont insuffisantes et ne tiennent pas compte des clivages au sein des classes dominantes dont une partie a agi avec force pour que se réalisent ces évolutions. Leur travail est avant tout centré sur la Grande-Bretagne avec une étude minutieuse du financement de la campagne référendaire sur la sortie de l'Union européenne. Malgré les nombreuses déclarations de la City de Londres en faveur du *remain* (rester), les données montrent que le secteur financier a consacré près de 60 % des fonds qu'il a versés au soutien du *leave* (quitter). Descendant plus dans le détail, B&B constatent que ce ne sont pas les mêmes acteurs financiers qui ont soutenu chacun des deux camps. Du côté du *remain*, on trouve les agents financiers traditionnels (banques, fonds de pension, etc.). Du côté du *leave*, des activités au développement souvent plus récent. Pour les désigner, B&B utilisent les termes de « première » et « seconde financiarisation ». Si les groupes de la « seconde financiarisation » ont soutenu le *leave*, c'est d'après les auteurs, par rejet des velléités de Bruxelles, après la crise de 2007-2008, de contrôler certaines opérations financières ; ils pensent aussi qu'une fois le Brexit réalisé, Londres pourra devenir « une Singapour mondiale... une vaste terre d'asile fiscal » tournée non vers l'Europe mais vers les États-Unis et le reste du

monde.

Pour B&B, ces développements mettent en cause les analyses qui, à l'instar des Pinçon-Charlot, insistent sur le caractère soudé de l'oligarchie. B&B rappellent que Marx insistait sur la concurrence entre les capitaux et sur le rôle de l'affrontement entre les diverses fractions bourgeoises dans la révolution de 1848 et ses suites². On a parfois du mal à suivre B&B dans leurs développements sur les deux pôles de la financiarisation dont ils reconnaissent parfois eux-mêmes qu'ils sont partiellement interpénétrés. Mais, même si on n'est pas totalement convaincu par leur analyse de la finance, il est indéniable que derrière le Brexit se trouvaient



des fractions du capital.

Pour tenter d'appréhender le projet à long terme du capital pro-Brexit (qui, outre une partie du secteur financier, agglomère les secteurs de la construction et des énergies fossiles), B&B analysent la production intellectuelle des divers groupes de réflexion qui leur sont liés. Ils soulignent leur idéologie libertarienne qu'ils définissent comme une doctrine économique

opposée à toute intervention de l'État sauf pour protéger la propriété privée et le libre-jeu du marché. Les libertariens vont plus loin que les néolibéraux dans leur remise en cause du rôle de l'État. Ils ne sont guère attachés aux institutions internationales mises en place au cours de la seconde moitié du XX^e siècle. Ils sont aussi climato-sceptiques, ou bien relativisent le problème et insistent sur le coût « exorbitant » des mesures avancées pour contre-carrer le réchauffement. Si cela s'avère nécessaire pour protéger la propriété privée, les libertariens n'ont aucune opposition à des mesures autoritaires. Ils y sont d'ailleurs d'ores et déjà favorables.

Élargissant leur réflexion à l'ensemble de la planète, B&B voient arriver un nouveau moment de capitalisme qui marquerait la fin du « néolibéralisme démocratique ». Ce nouveau moment libertarien-autoritaire n'est pas le produit de la manipulation des foules par des démagogues mais le choix conscient d'une fraction du patronat qui n'a comme souci que la sauvegarde immédiate de ses intérêts.

Le livre de B&B s'inscrit dans une réflexion nécessaire sur l'évolution autoritaire des États capitalistes et sur le surgissement sur la scène politique de personnages comme Trump, Bolsonaro et, à un moindre degré, Boris Johnson. Mais leur annonce de la « fin du néolibéralisme » ne convainc guère : on peut, au contraire, attribuer bien des évolutions qu'ils décrivent aux logiques profondes d'un capitalisme qui engendre la lutte de tous contre tous et à la radicalisation du néolibéralisme dans un contexte de crise économique. Quoi qu'il en soit, le livre de B&B est utile car comme le souligne le titre de leur dernier développement, il est important de « connaître son adversaire ». □

1. Marlène Benquet est, entre autres travaux, l'auteur d'un livre sur la grande distribution « Encaisser! Enquête en immersion dans la grande distribution », La Découverte. Voir sur le site du NPA <https://www.npa2009.org/actualite/social/grande-distribution-les-salariees-ne-sont-pas-tant-mobilisees-par-des-discours>

2. Cf. Les luttes de classe en France, 1850. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1850/03/km18500301a.htm>

Grandpuits : « faites comme nous, battez-vous contre les plans sociaux ! »



PAR PAUL FELTMAN

Rassemblement des travailleurs de la raffinerie de Grandpuits devant le siège de Total à La Défense, Nanterre, 26 janvier 2021.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Paul Feltman, gréviste et élu CGT à la raffinerie de Grandpuits, racontait le 3 février dans notre émission les outils dont disposent les grévistes pour empêcher le plan de suppressions de postes.

L'Anticapitaliste : Où en êtes-vous dans la mobilisation ?

Paul Feltman : On est parti en grève reconductible le 4 janvier, parce que le projet de Total est de supprimer 700 emplois sur la plateforme de Grandpuits, dont 500 emplois indirects avec les sous-traitants et les prestataires.

Cette grève est majoritaire dans les équipes notamment de production où on a des taux qui n'ont jamais eu lieu jusqu'à maintenant au sein de notre raffinerie, entre 100 % et 70 % de grévistes selon les équipes.

Une des raisons pour laquelle ce taux de grévistes se maintient aussi longtemps, et c'est une grande première aussi pour nous, c'est l'auto-organisation. La grève appartient aux grévistes, ce sont eux qui décident de tout ce qui se passe, des revendications jusqu'aux actions, la façon dont on va faire la communication, etc.

Sur chaque ligne – on a des équipes qui se relaient toutes les 8 heures parce que c'est une usine qui tourne 24 heures sur 24 – on a demandé aux grévistes d'élire des délégués de ligne et ces délégués forment un comité de grève qui discute de tous les sujets : de qu'est-ce qu'on peut brûler sur le piquet jusqu'à des questions plus importantes comme la stratégie qu'on établit, quels rapports de force on met en face de la direction, la communication, est-ce qu'on accepte des soutiens extérieurs, etc.

Les grandes décisions, notamment tout ce qui concerne la reconduction de la grève, les actions ou les communiqués de presse, on les fait voter en assemblée générale.

Ça permet à tous les grévistes de se sentir acteurs de la grève et donc de se sentir utiles et moteurs au sein de la grève.

De nombreux salariéEs sont tentés de partir dans les PSE, comment ça s'organise chez vous avec la volonté des plus jeunes de maintenir le plus d'emplois possible ?

Dans tous les plans sociaux, les directions cherchent à diviser les salariéEs pour diminuer le rapport de force. Jusqu'à maintenant on a bien réussi à ne pas tomber dans le panneau. On a effectivement des salariéEs qui veulent partir : avoir une mutation pour se rapprocher de la mer, de leur famille, etc. et puis il y a ceux à qui il reste 20 ou 30 ans à faire et qui n'acceptent pas les suppressions d'emplois. Parce que certains ne vont pas plus avoir de place dans les usines, mais en plus ceux qui auront un poste auront des cadences de travail infernales, des conditions de travail au rabais, on ne pourra plus forcément poser les vacances quand on voudra, etc.

On a réussi à lutter contre la division. L'unique revendication de cette grève c'est l'emploi. Jusqu'à la signature des mesures salariales d'accompagnement, ce sont les grévistes qui vont décider si on va signer ces mesures.

Il y a aussi une solidarité entre les générations : des collègues qui disent : « je souhaiterais partir, je suis à quatre ou cinq ans de la retraite mais quand je vois les conditions de demain pour les gars qui vont rester ça me rend malade et je continue à combattre pour vous ».

Le chômage et la pauvreté ont explosé dans la dernière période, quel rôle peut jouer une lutte comme la vôtre ?

Humblement, ça peut donner un exemple, que les travailleurs/ses qui voient ce qui se passe sur Grandpuits aient envie de faire la même chose, de relever la tête et de combattre les plans sociaux. Trop d'entreprises négocient le montant de la prime pour ceux qui vont partir mais laissent de côté les emplois et ça c'est bien dommage, parce qu'au-delà du fait que des salariéEs vont perdre leur emploi, c'est aussi une catastrophe pour la jeunesse : 700 suppressions d'emploi à Grandpuits, ce sont 700 emplois détruits à jamais.

On ne doit pas rester seuls et combattre seuls. On invite les soutiens à venir massivement à nos AG, les dons pour la caisse de grève permettent aux grévistes de pouvoir continuer la lutte.

On est quatre cents salariéEs, on se bat contre Total, c'est David contre Goliath et donc on a besoin du nombre, on a besoin d'un maximum de gens et notamment ceux qui subissent comme nous des plans sociaux. Être là le 23 janvier et le 4 février, c'est une façon de dire que c'est tous ensemble qu'on va gagner, et aussi : regardez, nous aussi à Grandpuits, on subit un plan social on le combat, alors faites comme nous ! □

Propos recueillis par Manon Boltanski, transcription Antoine Larrache